



LES
STATUTS REFONDUS
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC.

TITRE VIII.

DES ASSOCIATIONS CHARITABLES, PHILANTHROPIQUES ET DE PRÉVOYANCE.

CHAPITRE PREMIER.

DES ASSOCIATIONS CHARITABLES.

SECTION I.

DE LA FORMATION DE L'ASSOCIATION.

3096. Des personnes en nombre quelconque peuvent se former en société en cette province, dans le but de se mettre, au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons et donations des membres de la société ou du public, en état de secourir les affligés par suite de maladies, d'accidents, de revers de fortune et de la mort, les veuves et les orphelins ou les représentants légaux des membres décédés, de retirer du vice et de réformer les femmes déchues, et de prévenir les actes de cruauté envers les femmes et les enfants, et pour atteindre tous les autres objets analogues. 45 V., c. 37, s. 1.

Formation des sociétés philanthropiques.

3097. Les membres et officiers de telle société peuvent établir, de temps à autre, et maintenir des succursales pour promouvoir les fins mentionnées dans le présent chapitre. S. R. C., c. 71, s. 2.

Etablissement de succursales.

SECTION II.

DES POUVOIRS GÉNÉRAUX DE L'ASSOCIATION.

3098. Chaque société doit avoir un sceau commun, qu'elle peut changer et modifier à volonté.

Pouvoir d'avoir un sceau.

De poursuivre, etc;

Sous quelque nom, désignation, numéro ou titre qu'elle soit connue, elle a succession perpétuelle, et peut passer des contrats, poursuivre et être poursuivie, ester et citer en jugement dans toutes sortes d'actions, poursuites, plaintes, matières et causes que ce soit. S. R. C., c. 71, s. 3.

D'élire des officiers ;

3099. Les membres de telle société peuvent nommer, choisir et désigner des administrateurs, trésoriers, secrétaires ou autres officiers pour gérer les affaires, maintenir la discipline et surveiller l'administration de la société.

De passer des règlements pour l'administration.

Ils peuvent se réunir pour faire changer, rescinder ou dresser des statuts ou règlements pour la gouverne et la gestion des affaires de la société et de ses succursales. S. R. C., c. 71, s. 4.

Restriction quant à leurs dispositions.

3100. Ces statuts et règlements ne doivent contenir aucune disposition contraire ou opposée aux statuts et coutumes de cette province, ou qui ait pour objet l'accomplissement de quelque dessein politique ou séditieux. S. R. C., c. 71, s. 5.

Cautionnement des officiers.

3101. La société peut exiger un cautionnement de ses officiers, secrétaires, trésoriers et administrateurs, pour les sommes d'argent et autres biens qui leur sont, de temps à autre, confiés ou mis sous leur contrôle pour les fins de la société.

Leur effet.

Tous ces cautionnements, dressés par écrit, sont des garanties bonnes et valables, et sont reçus comme preuve devant tout tribunal de juridiction civile et criminelle. S. R. C., c. 71, s. 6.

Acquisition de biens.

3102. Il est permis aux membres de chaque telle société, dans sa localité, au nom de la société, ou au nom de son président, ou de quelqu'un de ses officiers, d'acquérir et de recevoir par achat, donation, legs ou autrement, et de posséder pour l'usage des membres de la société, et conformément à ses règlements, toute espèce de biens, des meubles, et des biens immeubles dans la province n'excédant pas cinq arpents, de les vendre et de les aliéner, et acheter et acquérir en leurs lieu et place toute autre immeuble n'excédant pas cette même quantité. S. R. C., c. 71, s. 7.

SECTION III.

DISPOSITIONS DIVERSES.

Membres non responsables personnellement.

3103. Nul membre d'une telle société n'est responsable, personnellement, d'aucune dette ou obligation de la société. S. R. C., c. 71, s. 10.

Preuve dans les procédures.

3104. Les règlements imprimés ou écrits de la société, en vigueur pour le temps d'alors, et la nomination de tout

officier, secrétaire, trésorier, ou administrateur, ou l'enrôlement de tout membre, certifiés sous le seing de l'officier président et sous le sceau de la société, et les livres, minutes et autres documents de la société relatifs à quelque partie que ce soit de la matière en litige, sont reçus comme preuve dans les procédures instituées devant tout tribunal de juridiction civile ou criminelle contre une des parties quelconques indiquées dans la section 70 du chap. 164, des Statuts révisés du Canada. S. R. C., c. 71, s. 9.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES ASSOCIATIONS DE BIBLIOTHÈQUE ET DES INSTITUTS D'ARTISANS.

SECTION I.

DISPOSITION DÉCLARATOIRE.

3105. Les dispositions de ce chapitre s'étendent aux instituts d'artisans ou associations de bibliothèque, constitués en corporation depuis le trentième jour d'août, mil huit cent cinquante et un ; mais elles ne sont nullement censées s'étendre et s'appliquer aux instituts d'artisans ou associations de bibliothèque constitués avant le dit jour. S. R. C., c. 72, s. 21.

Extension de cette disposition.

Proviso.

SECTION II.

DE LA FORMATION DE L'ASSOCIATION.

3106. Dix personnes au moins, ayant souscrit, ou pos-sédant ensemble pas moins de cent piastres en deniers ou en valeurs pour l'usage de leur institution projetée, peuvent faire et signer une déclaration en double, constatant leur intention d'établir une association de bibliothèque ou un institut d'artisans, ou l'un et l'autre à la fois, suivant le cas, en un lieu à être désigné dans la déclaration, et dans laquelle elles indiquent aussi :

Déclaration à l'effet d'établir une association, etc.

1. Le nom collectif de l'institution ;
2. Son but ;
3. Le montant des deniers ou des valeurs par elles souscrits respectivement, ou possédés pour l'usage d'icelle ;
4. Les noms de ceux qui doivent être les premiers administrateurs pour en gérer les affaires ;
5. Le mode d'après lequel leurs successeurs doivent être nommés, ou de nouveaux membres admis, ou d'après lequel il sera fait des règlements pour leur nomination et admission, ou pour tout autre objet ou fin que ce soit ; et
6. Généralement toutes les autres particularités et dispositions qu'elles croient nécessaires et non contraires au présent chapitre ou à la loi. S. R. C., c. 72, s. 1.

Son contenu.

Enregistre-
ment d'un
double de la
déclaration.

3107. Un double de cette déclaration est déposé dans le bureau du registrateur pour la division ou le comté, par l'un des signataires qui en reconnaît, devant le registrateur, l'exécution en ce qui le regarde, et déclare qu'elle a aussi été exécutée par les autres parties désignées en icelle, soit en personne, soit par procureur. S. R. C., c. 72, s. 2.

Certificat du
registrateur
à cet effet.

3108. Le registrateur garde le double ainsi déposé et remet l'autre à la personne qui l'a déposé, avec un certificat constatant qu'il a été ainsi déposé, et l'exécution attestée devant lui.

Valeur du
double.

Ce double, ou copie d'icelui, certifié par le registrateur, fait *primâ facie* preuve des faits allégués dans cette déclaration et ce certificat. S. R. C., c. 72, s. 3.

Effet des for-
malités sus-
dites.

3109. Aussitôt les formalités susdites remplies, les personnes qui ont signé la déclaration, ou les directeurs, administrateurs ou officiers, et le comité pour le temps d'alors, de toutes telles institutions ou institutions unies, et leurs successeurs, sont constitués en un corps politique et une corporation, ayant les pouvoirs, droits et privilèges accordés à tels corps par les lois de cette province.

Pouvoirs de
la corporation
d'acquérir et
posséder des
biens.

Toute telle corporation a le droit, en son nom collectif, et de temps à autre, d'acquérir et de posséder pour elle et ses successeurs, pour l'usage et les fins de la corporation, des terres, biens-fonds et héritages situés en cette province, de quelque nature que ce soit. S. R. C., c. 72, s. 4.

Constitution
des associa-
tions déjà
existantes.

3110. S'il s'agit d'un institut d'artisans, ou d'une association de bibliothèque,—ou les deux réunis,—déjà établis ou en existence, les directeurs, administrateurs, officiers, et son comité, peuvent faire et signer une déclaration de leur désir ou détermination de se faire constituer en corporation conformément à ce chapitre, indiquant dans cette déclaration le nom collectif que doivent prendre cette institution ou ces institutions unies, et produire pareillement la déclaration, en la manière ci-dessus prescrite, avec copie de la constitution et des règlements de l'institution ou des institutions unies, avec un état général de la nature et du montant de tous les biens, meubles ou immeubles appartenant à cette institution ou à ces institutions unies, ou possédés pour elles en fidéicommis. S. R. C., c. 72, s. 5.

SECTION III.

DES POUVOIRS GÉNÉRAUX DE L'ASSOCIATION.

Pouvoir de
posséder des
biens jusqu'à
\$2000.

3111. Toute association de bibliothèque, ou tout institut d'artisans dûment constitué en corporation et situé dans une ville ou une cité, ayant trois mille habitants ou

plus, peut posséder des biens-fonds n'excédant pas la valeur annuelle de deux mille piastres. S. R. C., c. 72, s. 6.

3112. Toute association de bibliothèque, ou tout institut d'artisans dûment constitué en corporation, et situé dans un village ou une ville n'ayant pas trois mille habitants, peut posséder des biens-fonds n'excédant pas la valeur annuelle de mille piastres. S. R. C., c. 72, s. 7. Quand limité à \$1000.

3113. Dans les cas non indiqués dans les deux articles précédents, la valeur annuelle des biens-fonds, possédés par telle corporation, ne doit jamais excéder quatre cents piastres. S. R. C., c. 72, s. 8. Quand à \$400.

3114. Les affaires de toute telle corporation sont administrées par les directeurs ou administrateurs d'icelle, nommés tel que ci-après prescrit, ou par tel règlement de la corporation, lesquels ou la majorité desquels peuvent exercer tous les pouvoirs de la corporation, et agir en son nom et pour elle, et employer son sceau, sauf les dispositions limitant l'exercice de ces pouvoirs dans la déclaration susdite ou dans tout règlement de la corporation. S. R. C., c. 72, s. 9. Directeurs et administrateurs.

3115. Les administrateurs, ou une majorité d'entre eux, ont plein pouvoir de faire des règlements qui obligent les membres et les officiers, et tous autres qui consentent à être liés par iceux, pour toutes les fins relatives aux affaires et transactions de la corporation, sauf et excepté quant aux matières à l'égard desquelles il est prescrit par la déclaration susdite que des règlements seront établis de quelque autre manière. S. R. C., c. 72, s. 10. Pouvoir des administrateurs de faire des règlements.

3116. Les membres de la corporation, à leur assemblée annuelle tenue le jour prescrit par un règlement de la corporation, peuvent choisir l'un d'entre eux pour être président, et nommer,—excepté qu'il soit autrement prescrit dans la déclaration ou par des règlements,—un bibliothécaire, un trésorier, un secrétaire, un conférencier, et tels autres officiers et serviteurs qu'ils jugent nécessaires, et fixer et payer leur rémunération. Election des officiers.

Ils peuvent aussi choisir un bureau de directeurs ou d'administrateurs, qui doivent occuper leur charge pendant une année, ou telle autre période qui est ci-après fixée ou permise. S. R. C., c. 72, s. 11. Bureau des directeurs.

3117. Le défaut d'élire des administrateurs le jour fixé à cette fin par la déclaration ou par un règlement, n'entraîne pas la dissolution de la corporation ; mais les administrateurs, alors en charge, la conservent jusqu'à ce que leurs Défaut d'élire des administrateurs au jour fixé.

successeurs soient élus, ce qui peut avoir lieu,—s'il n'est point fait d'autres dispositions à cette fin par la déclaration ou les règlements,—dans toute assemblée des membres de la corporation à laquelle une majorité des dits membres est présente, de quelque manière que l'assemblée ait été convoquée. S. R. C., c. 72, s. 12.

Recouvrement des amendes.

3118. Toute amende encourue peut être recouvrée de la même manière qu'une souscription ou toute autre somme d'argent.

Leur emploi.

L'amende ainsi recouvrée appartient à la corporation, pour les fins d'icelle. S. R. C., c. 72, s. 16.

Corporations peuvent être instituts d'artisans et associations de bibliothèque en même temps. Ce qu'elles peuvent embrasser.

3119. Toute telle corporation peut, s'il est ainsi porté dans la déclaration, être en même temps un institut d'artisans et une association de bibliothèque, ou l'une et l'autre de ces institutions.

Leurs affaires sont en conséquence les affaires ordinaires d'un institut d'artisans ou d'une association de bibliothèque, ou des deux institutions à la fois, suivant le cas, et nulle autre ; mais elles peuvent embrasser toutes les choses nécessaires et utiles pour la gestion des dites affaires d'une manière convenable et profitable, et leurs fonds et propriétés sont appropriés et employés pour les fins légitimement liées aux dites affaires, et à nulle autre fin. S. R. C., c. 72, s. 17.

Emploi de leurs fonds.

Transfert des actions.

3120. S'il est prescrit dans la déclaration, ou par les règlements de la corporation, que les actions des membres ou d'une classe des membres, dans les propriétés de la corporation, sont transférables, alors elles le sont en la manière, et sujettes aux conditions mentionnées dans la déclaration ou dans les règlements de la corporation, si, par la déclaration, ces transferts doivent être réglés par iceux. S. R. C., c. 72, s. 18.

Actions réputées meubles ; leur transfert et confiscation.

3121. Toutes telles actions sont réputées meubles ; et il peut être pourvu par la déclaration ou les règlements, au mode de confisquer ces actions dans les cas y spécifiés, ou à ce que ces actions ne soient transférées à d'autres qu'à certaines personnes, ou résidant dans certaine localité. S. R. C., c. 72, s. 19.

Dissolution.

3122. Il peut être pourvu à la dissolution de telle corporation par la déclaration susdite, ou il peut y être déclaré que les dites dispositions peuvent être établies par des règlements ; mais nulle telle dissolution n'a lieu avant que toutes les dettes de la corporation soient payées. S. R. C., c. 72, s. 20.

SECTION IV.

DES PÉNALITÉS ET POURSUITES.

3123. La corporation a plein pouvoir, en vertu de ses règlements, d'imposer une amende n'excédant pas quatre piastres contre tout membre y contrevenant, ou contre toute autre personne qui, n'étant pas membre, est convenue, par écrit, d'obéir au règlement pour l'infraction duquel l'amende est imposée. S. R. C., c. 72, s. 13.

Amendes imposées.

3124. Cette amende, si elle est encourue, et toute souscription ou autre somme d'argent qu'un membre ou toute autre personne est convenue de payer à la corporation, pour sa souscription au fonds d'icelle, pour un certain temps, ou pour l'emprunt de livres ou instruments, ou pour le droit d'entrée aux chambres de la corporation, ou pour assister aux conférences, ou pour tout autre privilège, ou avantage à lui conféré par la corporation, peuvent être recouvrées par cette dernière, par action devant tout tribunal ayant juridiction en matières civiles jusqu'à concurrence du montant, sur allégation et preuve de la signature du défendeur, apposée sur quelque écrit par lequel il s'est engagé de payer telle souscription ou d'obéir au règlement, et de l'infraction de l'engagement, laquelle infraction est présumée jusqu'à ce que le contraire soit prouvé, quant à la promesse de payer, et peut être prouvée, quant à la contravention, par le serment de tout témoin digne de foi. S. R. C., c. 72, s. 14.

Leur recouvrement.

3125. Dans toute action à laquelle la corporation est partie, tout membre ou officier d'icelle est témoin compétent. S. R. C., c. 72, s. 15.

Témoins.

3126. Toute copie d'un règlement, portant la signature du défendeur, ou portant le sceau de la corporation et le seing de quelque personne autorisée par cette dernière à apposer le dit sceau, est reçue *primâ facie* comme preuve du règlement. S. R. C., c. 72, s. 15.

Copies de règlements font preuve.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES ÉCOLES D'INDUSTRIE.

SECTION I.

DISPOSITIONS ET INTERPRÉTATIONS DÉCLARATOIRES.

3127. Le mot "juges," usité dans ce chapitre signifie "Juges." "juges de paix ;"

Le mot "magistrat" signifie "juge des sessions de la paix, "Magistrat," recorder, ou magistrat de district ;"

“Directeurs.” Le mot “directeurs” signifie et comprend toute personne ou personnes chargées de l’administration ou ayant la régie des écoles auxquelles s’applique le présent chapitre. 32 V., c. 17, s. 2.

Définition
d’une école
d’industrie.

3128. Une école dans laquelle il est donné une éducation pour former à l’industrie, et où des enfants sont logés, habillés et nourris, aussi bien que instruits, est exclusivement considérée comme une école d’industrie tombant dans la catégorie de celles définies par le présent chapitre. 32 V., c. 17, s. 3.

SECTION II.

DE L’ÉTABLISSEMENT D’ÉCOLES D’INDUSTRIE.

Examen de
l’inspecteur.

3129. Sur la demande des directeurs d’une école d’industrie, le lieutenant-gouverneur peut ordonner à l’inspecteur des écoles d’industrie de s’enquérir de la condition de l’école, et si elle est en état de recevoir les enfants qui y seront envoyés sous l’autorité de ce chapitre et de lui en faire rapport.

Son rapport.

L’inspecteur fait l’investigation et soumet son rapport en conséquence. 32 V., c. 17, s. 5.

Octroi du cer-
tificat d’école

3130. Si le lieutenant-gouverneur est satisfait du rapport de l’inspecteur, le secrétaire de la province certifie, par un écrit revêtu de son seing, que l’école est propre à recevoir les enfants qui y seront envoyés, et, sur ce certificat, l’école est considérée comme étant une école d’industrie certifiée. 32 V., c. 17, s. 6.

Avis de cet
octroi.

3131. Avis de l’octroi de chaque certificat est, dans le délai d’un mois, annoncé dans la gazette officielle de Québec.

Preuve de
l’octroi.

Un numéro de la gazette dans laquelle a paru l’avis est une preuve concluante de l’octroi, qui peut être prouvé également par le certificat lui-même, ou par un instrument comportant être une copie du certificat, et attestée comme telle par l’inspecteur. 32 V., c. 17, s. 7.

Changement
des bâtisses.

3132. Des additions ou changements de quelque importance ne doivent être faits à l’extérieur ou à l’intérieur des bâtisses d’aucune école d’industrie certifiée, sans l’approbation du lieutenant-gouverneur. 32 V., c. 17, s. 9.

SECTION III.

DE LA NOMINATION D’INSPECTEURS, LEURS DEVOIRS.

Inspecteur de
ces écoles.

3133. Celui des inspecteurs de prisons, hôpitaux et autres institutions de cette province, que le lieutenant-gou-

verneur en conseil juge à propos de nommer, de temps à autre, à cet effet, est l'inspecteur des écoles d'industrie.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, nommer une personne compétente pour assister l'inspecteur ; toute personne ainsi nommée exerce les pouvoirs et remplit, parmi les devoirs qui sont dévolus à l'inspecteur des écoles d'industrie, ceux que le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, lui prescrire, mais il agit sous la direction de l'inspecteur. 32 V., c. 17, s. 4.

3134. Toute école d'industrie certifiée est, de temps à autre, et au moins une fois par année, visitée par l'inspecteur des écoles d'industrie, ou par une personne nommée pour l'assister, comme il est dit dans l'article précédent. 32 V., c. 17, s. 8.

Visite de ces écoles.

SECTION IV.

DE LA CONTRIBUTION PAR LES MUNICIPALITÉS EN FAVEUR DES ÉCOLES D'INDUSTRIE.

3135. Tout conseil municipal peut, de temps à autre, contribuer de ses deniers, pour le montant et aux conditions qu'il juge convenables, à l'amélioration d'une école d'industrie certifiée, à son agrandissement ou à sa reconstruction, ou à l'entretien de ceux qui sont reçus dans l'école,—à l'établissement ou à la construction d'une école, ou à l'achat des terrains requis, soit pour l'usage d'une école d'industrie certifiée déjà en existence, ou pour l'emplacement d'une école dont on veut faire une école d'industrie certifiée,—pourvu :

Contribution des municipalités.

1. Qu'il soit donné un avis préalable de pas moins de deux mois, de l'intention de ce conseil municipal de considérer l'opportunité de faire cette contribution, aux temps et au lieu spécifiés dans cet avis, et ce, par annonce dans un ou plusieurs papiers-nouvelles en circulation dans le district, et aussi d'après le mode que le conseil suit ordinairement dans la publication des avis relatifs aux affaires transigées par lui ;

Conditions de cette contribution.

2. Que l'ordre de contribution soit adopté à une séance spéciale du conseil ;

3. Que lorsque la contribution a pour objet l'amélioration, l'agrandissement, la reconstruction, l'établissement ou la construction d'une école établie ou d'une école projetée, ou l'achat de terrains, l'approbation du lieutenant-gouverneur soit préalablement donnée à cet effet. 32 V., c. 17, s. 10.

3136. Pour obtenir, comme dit ci-haut, l'approbation du lieutenant-gouverneur, lorsqu'elle est requise, les directeurs ou les promoteurs de l'école établie ou les promo-

Procédés pour obtenir l'approbation du lieutenant-gouv.

teurs de l'école projetée, doivent transmettre au secrétaire de la province tous les détails qui ont rapport à l'établissement ou à l'achat proposé, avec un plan de l'amélioration, de l'agrandissement ou de la reconstruction projetée, tracé d'après l'échelle, accompagné d'une description circonstanciée et du devis estimatif des ouvrages qui peuvent être requis.

Pouvoir de co dernier.

Le lieutenant-gouverneur peut approuver la description et le plan à lui soumis, avec ou sans modifications, ou les désapprouver, et son approbation ou sa désapprobation est constatée par le certificat du secrétaire de la province. 32 V., c. 17, s. 11.

SECTION V.

DES CLASSES D'ENFANTS QUI PEUVENT ÊTRE INTERNES DANS LES ÉCOLES D'INDUSTRIE.

Mode de procéder à l'internement.

3137. Deux contribuables d'une municipalité peuvent faire amener devant deux juges de paix ou un magistrat, tout enfant de moins de douze ans, qui est orphelin de père ou de mère, et dont le parent survivant tient une mauvaise conduite, ou dont les parents sont des criminels condamnés au pénitencier, et qui n'a, dans l'un et l'autre cas, aucun moyen de subsistance et aucun parent obligé légalement à son entretien. 47 V., c. 23, s. 1, et 51-52 V., c. 40, s. 1.

Devoirs des juges de paix.

3138. Les juges de paix ou le magistrat, devant qui l'enfant est amené, doivent entendre le témoignage de ces contribuables, et peuvent, s'ils le jugent à propos, ajourner l'audition des témoignages à une autre audience et faire de nouvelles investigations.

Ordre des juges.

Si les juges de paix ou le magistrat, sont convaincus, d'après le témoignage, que l'enfant se trouve dans les conditions voulues par l'article précédent, ils peuvent ordonner qu'il soit envoyé à une école d'industrie certifiée. 47 V., c. 23, s. 1.

Internement sur demande du père de l'enfant.

3139. Lorsque le père ou la mère, le beau-père ou la belle-mère, le tuteur ou un parent d'un enfant de moins de douze ans, a représenté, sous serment, à deux juges de paix, ou à un magistrat, qu'il est incapable de le maîtriser, à raison de ses habitudes mauvaises ou vicieuses, et qu'il désire que cet enfant soit envoyé à une école d'industrie certifiée, les juges de paix ou le magistrat doivent s'enquérir de ces faits, et s'ils sont convaincus qu'il est nécessaire que l'enfant soit placé dans une école d'industrie, ils peuvent donner l'ordre de l'y envoyer pour le temps mentionné dans la demande.

Ordre des juges de paix dans ce cas.

Ces juges de paix ou le magistrat ne peuvent donner aucun tel ordre, à moins que le père ou la mère, le beau-

père ou la belle-mère, le tuteur ou un parent, ait déposé entre leurs mains une somme suffisante pour couvrir les frais d'entretien de l'enfant, dans l'école d'industrie, pour un mois, en outre de la contribution provinciale mentionnée dans l'article 3161.

Tel ordre est donné à la condition que la somme à contribuer, comme susdit, soit payée mensuellement et d'avance au percepteur du revenu de la province, dans le district. 47 V., c. 23, s. 1.

Conditions de l'ordre.

3140. Le maire d'une municipalité peut, avec l'autorisation du conseil de sa municipalité, faire amener, devant deux juges de paix ou un magistrat, tout enfant au-dessous de douze ans qui, à raison de la maladie continuelle ou de l'extrême pauvreté de ses parents, ou à raison de leur ivrognerie habituelle ou de leurs habitudes vicieuses, a besoin d'être protégé et pris en soin,—et demander que cet enfant soit envoyé à une école d'industrie certifiée.

Internement sur la demande du maire.

Lorsqu'ils sont saisis de cette demande, les juges de paix ou le magistrat doivent entendre la preuve, s'enquérir des faits, et, si la preuve est suffisante, ordonner que l'enfant soit envoyé à une école d'industrie certifiée pour le temps mentionné dans la demande.

Devoirs des juges de paix dans ce cas.

2. Dans les cas mentionnés dans cet article, la municipalité est responsable de la moitié du coût de l'entretien de l'enfant à l'école d'industrie.

Paiement de l'entretien.

Ce montant est payé par la corporation au percepteur du revenu du district, et, à défaut de paiement, il peut être recouvré par lui, par poursuite instituée devant un tribunal compétent, siégeant dans le district, suivant les instructions du trésorier de la province.

Mode de paiement.

3. Il est loisible à toute corporation, qui a ainsi payé une somme d'argent au gouvernement, pour la pension, le séjour et le traitement d'un enfant interné dans une école d'industrie, de se faire rembourser ce montant par voie d'action et d'exécution en la manière ordinaire, sur les biens de l'enfant ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi de subvenir à sa subsistance et à son entretien.

Remboursement du montant payé.

4. Le montant qu'une corporation est tenue de payer, en vertu des dispositions du présent chapitre, est considéré comme une dette imposable en vertu du code municipal et est imposé et perçu de la même manière que les taxes ordinaires dues par les contribuables de la municipalité. 47 V., c. 23, s. 1, et 51-52 V., c. 40, s. 2.

Imposition et perception du montant à payer.

3141. Les propriétaires de l'école d'industrie ne sont pas obligés de garder l'enfant si les contributions, payables en vertu des articles 3139 et 3140, ne sont pas payées régulièrement. 47 V., c. 23, s. 1.

Défaut de paiement de la contribution.

Age où l'enfant peut être interné.

3142. Il n'est donné aucun ordre enjoignant d'interner un enfant dans une école d'industrie certifiée, tant que cet enfant n'a pas atteint l'âge de sept ans ; et cet enfant ne peut plus être détenu dans l'école après avoir atteint l'âge de douze ans, à moins que ses parents ne s'obligent de payer le coût de son entretien et de sa pension, ou à moins qu'il ne soit empêché d'en sortir par maladie ou infirmité corporelle.

Approbation de l'ordre de détention.

2. Aucun tel ordre, enjoignant la détention d'un enfant dans une école d'industrie certifiée, ne peut être exécuté, à moins que les pièces de la cause n'aient été soumises au secrétaire de la province, et que ce dernier n'ait approuvé cet ordre sur le dos duquel il inscrit son approbation ; en l'approuvant, il a le pouvoir de limiter le temps durant lequel il doit rester en vigueur. 47 V., c. 23, s. 1, et 49-50 V., c. 29, s. 1.

Devoirs des inspecteurs.

3143. Sauf les cas de l'article précédent, il est du devoir des inspecteurs des prisons de voir à ce qu'aucun enfant ne reste dans une école d'industrie certifiée après avoir atteint l'âge de douze ans. 47 V., c. 23, s. 1.

SECTION VI.

DE L'ORDRE DE DÉTENTION DANS LES ÉCOLES D'INDUSTRIE.

Nature de l'ordre de détention.

3144. L'ordre des juges ou du magistrat, envoyant un enfant à une école, est par écrit, signé des juges ou du magistrat, et doit spécifier le nom de l'école.

Engagements qui résultent de la réception d'un enfant à cette école.

L'école dont les directeurs consentent à la réception d'un enfant, est une école d'industrie certifiée, — qu'elle soit située dans l'étendue de la juridiction des juges ou du magistrat décernant cet ordre, ou non ; — et la réception de l'enfant, par les directeurs de l'école, est considérée comme s'ils s'étaient engagés à l'instruire, l'élever, l'habiller, le loger et le nourrir pendant tout le temps qu'il sera obligé de rester dans l'école, ou jusqu'à ce que le retrait ou l'abandon du certificat soit mis à effet, ou jusqu'à ce que les sommes avancées sur les deniers affectés par la législature, à la garde et à l'entretien des enfants internés dans l'école, cessent d'être accordées, quel que soit le cas qui se présente le premier.

Présomption de l'école nommée dans l'ordre.
Devoirs des juges en faveur du choix de l'école.

L'école nommée dans l'ordre est présumée être une école d'industrie certifiée, jusqu'à preuve du contraire.

En décidant sur le choix de l'école, les juges ou le magistrat doivent faire tous leurs efforts pour s'assurer à quelle croyance religieuse appartient l'enfant, et, s'il est possible, ils choisissent une école conduite en accord avec cette croyance religieuse, et l'ordre doit spécifier cette croyance. 32 V., c. 17, s. 16.

3145. Les juges de paix ou le magistrat qui ordonnent l'internement d'un enfant dans une école d'industrie certifiée, fixent le temps de cet internement, lequel ne doit, dans aucun cas, excéder trois ans, et doivent mentionner dans l'ordre d'internement, les faits sur lesquels cet ordre est basé, suivant les dispositions du présent chapitre, et annexer, au dit ordre, l'extrait de baptême de l'enfant, à moins qu'il ne soit impossible de se le procurer, et, dans ce dernier cas, les juges de paix ou le magistrat doivent obtenir sur ce point la meilleure preuve possible. 47 V., c. 23, s. 2.

Terme de la détention.

3146. Si le père, le beau-père ou le tuteur, ou s'il n'a ni père, ni beau-père, ni tuteur, alors le parrain ou le plus proche parent adulte d'un enfant envoyé ou qui est sur le point d'être envoyé à une école d'industrie certifiée, qui n'est pas conduite d'accord avec la croyance religieuse à laquelle l'enfant appartient, expose aux juges ou au magistrat qui a décerné ou qui est sur le point de décerner l'ordre de détention—ou à deux juges ou à un magistrat exerçant une juridiction de même étendue,—qu'il s'objecte à ce que l'enfant soit envoyé ou interné dans l'école spécifiée, ou à la veille de l'être d'après l'ordre, et désigne une autre école d'industrie certifiée dans la province, qui est conduite en accord avec la croyance religieuse à laquelle l'enfant appartient, et exprime le désir que l'enfant y soit envoyé ;—alors et dans toute circonstance analogue, les juges ou le magistrat, sur preuve de la croyance religieuse de l'enfant, doivent acquiescer à la demande du requérant, pourvu que ce dernier prouve, à la satisfaction des juges ou du magistrat, que les directeurs de l'école qu'il a désignée, consentent à recevoir l'enfant. 32 V., c. 17, s. 17.

Recours des parents, etc., si l'école n'est pas conforme à la croyance religieuse de l'enfant.

3147. L'ordre de détention dans une école doit être expédié aux directeurs de l'école, en même temps que l'enfant y est envoyé, et est un mandat suffisant pour autoriser le transfert de l'enfant à cette école, et sa détention en icelle. 32 V., c. 17, s. 18.

Ordre autorisant la détention.

3148. Un instrument comportant être un ordre de détention dans une école, et signé par deux juges ou un magistrat, ou comportant être une copie d'un tel ordre, et aussi certifié par le greffier des juges ou du magistrat qui l'a décerné, fait foi de l'ordre. 32 V., c. 17, s. 20.

Valeur de l'ordre de détention.

SECTION VII.

DE LA DIRECTION DES ÉCOLES D'INDUSTRIE.

3149. Un ministre de la croyance religieuse spécifiée dans l'ordre de détention comme étant celle, d'après ce que les juges ou le magistrat ont pu vérifier, à laquelle appar-

Instruction religieuse des enfants.

tient l'enfant, peut, en vue de lui donner une instruction religieuse, visiter ce dernier à l'école, les jours et aux époques qui sont, de temps à autre, déterminés par des règlements faits par le lieutenant-gouverneur. 32 V., c. 17, s. 21.

Permis pour rester chez des personnes de confiance.

3150. Les directeurs d'une école peuvent, en tout temps, après l'expiration de dix-huit mois du terme de la détention infligée à un enfant, l'autoriser, au moyen d'un permis revêtu de leurs seings, à rester chez une personne digne de confiance et respectable, dont le nom doit figurer sur le permis, et qui consent à le recevoir et à en prendre soin.

Durée et renouvellement de ces permis.

Tout permis ainsi accordé ne demeure en vigueur que pendant trois mois ; mais il peut, en tout temps, avant l'expiration de ces trois mois, être renouvelé pour un autre terme de pas plus de trois mois, lequel court à compter de l'expiration du terme antérieur de trois mois, et ainsi de suite, de temps en temps, jusqu'à l'expiration de la période de détention de l'enfant.

Annulation des permis.

Tel permis peut aussi être, en tout temps, annulé par les directeurs de l'école, par un écrit revêtu de leurs seings, et sur cette annulation, l'enfant, que le permis concernait, peut, sur leur injonction écrite et attestée de leurs signatures, être contraint de retourner à l'école.

Temps du permis compte comme terme de détention.

Sauf le cas de déchéance du permis, pour cause de mauvaise conduite, le temps durant lequel un enfant est absent de l'école, en vertu de ce permis, est considéré comme partie intégrale du terme de sa détention dans l'école, et, à l'expiration du temps fixé par le permis, il est ramené à l'école.

Fuite d'un enfant de chez la personne de confiance.

Un enfant qui s'enfuit de la demeure de la personne, chez laquelle il est placé, en vertu d'un permis, ou qui refuse de retourner à l'école lors de l'annulation de son permis, ou à l'expiration du temps qu'il lui fixe, est censé s'être évadé de l'école. 32 V., c. 17, s. 23.

Placement des enfants en apprentissage.

3151. Les directeurs d'une école peuvent, en tout temps, après qu'un enfant a été placé au dehors sur permis, s'il se conduit bien durant son absence de l'école, l'engager, de son propre consentement, pour l'apprentissage d'une industrie, d'un métier ou service, quoique le terme de sa détention ne soit pas expiré, et cet engagement est, de toute manière, valide et efficace. 32 V., c. 17, s. 24.

Règlements relatifs aux écoles.

3152. Les directeurs d'une école peuvent, de temps à autre, établir des règlements pour l'administration et la discipline de l'école, pourvu qu'ils ne soient pas contraires aux dispositions de ce chapitre ; mais ces règlements ne sont mis en vigueur qu'après l'approbation du lieutenant-gouverneur, transmise par l'intermédiaire du secrétaire de la province.

Ces règlements, ainsi approuvés, ne peuvent être modifiés sans une approbation analogue. Leur modification.

Un exemplaire imprimé des règlements, comportant être ceux d'une école ainsi approuvée, et signé par l'inspecteur des écoles d'industrie, fait foi des règlements de l'école. Leur valeur.
32 V., c. 17, s. 25.

3153. Les directeurs peuvent aussi engager, en dehors de leur établissement, les enfants sous leurs soins, par contrat d'apprentissage, ou les mettre en service comme domestiques ; mais ces contrats ne doivent stipuler aucune somme d'argent en faveur des directeurs ni de l'enfant, et doivent garantir au maître les services gratuits de cet enfant, et à ce dernier, la nourriture, l'entretien et le logement. Pouvoirs des directeurs d'engager les enfants.
47 V., c. 23, s. 3.

3154. Durant tout le temps que l'enfant demeure, sur permis des directeurs de l'école, chez une personne de confiance, ou est mis en apprentissage par eux, il ne leur est payé aucun traitement pour l'entretien et la pension de cet enfant. Entretien, non payé dans ce cas.
47 V., c. 23, s. 3.

3155. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, à ce sujet, tels règlements qu'il juge à propos, et les inspecteurs des asiles et prisons sont autorisés à les mettre à exécution. Règlements à ce sujet.
47 V., c. 23, s. 3.

3156. Un certificat qui paraît avoir été signé par l'un des directeurs d'une école, par leur secrétaire, ou par le surintendant ou une autre personne chargée de la direction de l'école, tendant à établir que l'enfant y dénommé a été dûment reçu, dans l'école et y est encore interné au moment de la signature d'icelui, a été dûment élargi et a été transporté ailleurs, ou qu'il en a été disposé autrement, conformément à la loi, fait foi de toutes les matières qui y sont mentionnées. Certificats des directeurs font foi de leur contenu.
32 V., c. 17, s. 26.

3157. Pourvu que les directeurs instruisent, disciplinent, habillent et nourrissent l'enfant dans l'école, tout comme s'il demeurerait dans l'école elle-même, et, qu'ils fassent rapport au lieutenant-gouverneur, en la forme qu'il juge à propos de prescrire, de toutes les circonstances où ils ont eu l'occasion d'exercer la discrétion qui leur est conférée aux termes du présent chapitre, ils peuvent permettre à un enfant, qui a été envoyé sous l'autorité de tel chapitre, de loger chez son père ou dans la maison de quelque personne respectable et digne de confiance. Logement des enfants en dehors des écoles.
32 V., c. 17, s. 22.

SECTION VIII.

DE L'INFRACTION AUX RÈGLEMENTS DANS LES ÉCOLES D'INDUSTRIE.

Punition de
l'infraction
des règle-
ments par les
enfants.

3158. L'enfant, apparemment âgé de plus de dix ans, envoyé à une école d'industrie certifiée, qu'il loge ou non dans l'école elle-même, qui, pendant la durée de sa détention, néglige volontairement ou refuse obstinément de se conformer aux règlements de l'école, est coupable d'un délit contre le présent chapitre, et est passible, sur conviction sommaire devant deux juges de paix ou un magistrat, d'un emprisonnement pour un terme de quatorze jours au moins, ou de trois mois au plus ; et les juges de paix ou le magistrat, devant qui il est trouvé coupable, peuvent ordonner qu'à l'expiration du terme de son emprisonnement, il soit envoyé à une école de réforme certifiée, et y soit détenu conformément aux dispositions de la section sixième, du chapitre premier, du titre septième, concernant les écoles de réforme. 32 V., c. 17, s. 27.

Punition pour
évasion de
l'école.

3159. L'enfant envoyé à une école d'industrie certifiée, qu'il loge ou non dans l'école elle-même, qui, pendant la période de sa détention, s'évade de l'école, ou s'en absente, est coupable d'un délit contre le présent chapitre et peut, en tout temps, avant l'expiration du terme de sa détention, être appréhendé sans qu'il soit émis de mandat, et être amené devant un juge de paix ou un magistrat, ayant juridiction dans la localité ou le district où il est trouvé, ou dans la localité ou le district dans lequel est située l'école d'où il s'est enfui, et, sur conviction sommaire devant un juge de paix ou un magistrat, être ramené à la même école par les directeurs de l'école, à leurs frais, pour y être interné durant une période de temps égale à celle qui restait encore à courir, sur son terme de détention, au moment où il s'est rendu coupable de ce délit.

Emprisonne-
ment dans
certains cas.

Si l'enfant, prévenu de ce délit, est apparemment âgé de plus de dix ans, sur conviction sommaire de ce délit prononcée contre lui devant deux juges de paix ou un magistrat, à leur discrétion, au lieu d'être renvoyé à la même école, il devient passible d'un emprisonnement de quatorze jours au moins, ou de trois mois au plus ; — et les juges de paix ou le magistrat, devant qui il est trouvé coupable, peuvent ordonner, à l'expiration du terme de son emprisonnement, qu'il soit envoyé à une école de réforme certifiée pour y être interné conformément aux dispositions de la section sixième, du chapitre premier, du titre septième des présents statuts réfundus, concernant les écoles de réforme. 32 V., c. 17, s. 28.

Punition des
personnes qui
favorisent l'é-
vasion des en-
fants.

3160. Quiconque, directement ou indirectement, participe sciemment à l'évasion de l'école, d'un enfant sujet à être détenu dans une école d'industrie certifiée ; ou

Induit, directement ou indirectement, cet enfant à s'évader ainsi ; ou

Donne asile, ou cache un enfant qui s'est évadé, ou l'empêche de retourner à l'école, ou sciemment connive à ces actes,

Est coupable d'un délit contre le présent chapitre, et, sur conviction sommaire d'icelui devant deux juges de paix ou un magistrat, encourt une amende n'excédant pas quatre-vingts piastres, ou est passible, à la discrétion des juges, d'un emprisonnement pour un terme n'excédant pas deux mois. 32 V., c. 17, s. 29

SECTION IX.

DES DÉPENSES DES ENFANTS DANS LES ÉCOLES D'INDUSTRIE.

3161. Pourvu que ces contributions n'excèdent pas cinquante centins par tête, par semaine, pour les enfants internés à la demande de leurs pères ou mères, beaux-pères, belles-mères ou tuteurs, le trésorier de la province peut, de temps à autre, contribuer à même les deniers affectés à cette fin par la législature, pour telles sommes que le lieutenant-gouverneur juge à propos de recommander pour la garde et l'entretien des enfants internés dans les écoles d'industrie certifiées. 32 V., c. 17, s. 30.

Contribution du trésorier de la province pour le soutien de ces enfants.

3162. Tout conseil municipal peut traiter avec les directeurs d'une école, pour la réception et l'entretien en icelle des enfants qui, sur l'ordre des juges de paix, y sont envoyés par la municipalité que ce conseil représente. 32 V., c. 17, s. 31.

Traitement du conseil municipal avec les directeurs.

3163. Les directeurs des institutions municipales, dûment constituées en corporation, peuvent contribuer, de temps à autre, pour les sommes qu'ils jugent convenables, à l'entretien des enfants internés, sur leur demande, dans une école d'industrie certifiée. 32 V., c. 17, s. 32.

Contribution de certaines institutions au soutien des enfants.

SECTION X.

DE L'ÉLARGISSEMENT DES ENFANTS DES ÉCOLES D'INDUSTRIE.

3164. Le lieutenant-gouverneur peut, en tout temps, ordonner qu'un enfant soit transféré d'une école d'industrie certifiée à une autre, mais de manière à ne pas prolonger, par là, la durée de sa détention. 32 V., c. 17, s. 37.

Transfert des enfants d'une école à une autre.

3165. Le trésorier de la province peut payer, à même les deniers affectés à cette fin par la législature, telle somme que le lieutenant-gouverneur juge à propos de recommander pour défrayer les dépenses du transfert de tout enfant

Frais de transfert.

transféré en vertu des dispositions du présent chapitre. 32 V., c. 17, s. 37.

Elargisse-
ment des
enfants.

3166. Le lieutenant-gouverneur peut aussi, en tout temps, ordonner qu'un enfant soit élargi d'une école d'industrie certifiée, soit absolument, soit sous les conditions approuvées par le secrétaire de la province, et l'enfant doit être en conséquence élargi. 32 V., c. 17, s. 38.

SECTION XI.

DU RETRAIT DU CERTIFICAT D'ÉCOLE.

Mode de
retrait du
certificat
d'école.

3167. Si, en tout temps, le lieutenant-gouverneur n'est pas satisfait de la condition d'une école d'industrie certifiée, le secrétaire de la province déclare, au moyen d'un avis sous son seing, dressé et signifié aux directeurs d'icelle, qu'à compter du temps déterminé dans l'avis, qui ne doit pas être moins de six mois après la date d'icelui, le certificat de l'école est retiré ; et à compter de ce temps le certificat est censé avoir été retiré en conséquence, et l'école, cessée d'être une école d'industrie certifiée. 32 V., c. 17, s. 39.

Pouvoirs des
directeurs de
renoncer au
certificat.

3168. Les gérants ou les exécuteurs ou administrateurs d'un directeur décédé — s'il n'y en a qu'un — d'une école d'industrie certifiée, peuvent donner avis par écrit au secrétaire de la province de leur intention de renoncer au certificat de cette école, et, à l'expiration de six mois, si ce sont des gérants, et d'un mois, si ce sont des exécuteurs ou administrateurs, à compter de la réception de cet avis par le secrétaire de la province, — à moins que l'avis ne soit retiré avant ce temps, — le certificat est censé avoir été retiré en conséquence, et l'école, cessée d'être une école d'industrie certifiée. 32 V., c. 17, s. 40.

Avis du
retrait ou de
l'abandon du
certificat.

3169. Sur l'ordre du secrétaire de la province, un avis du retrait ou de l'abandon du certificat d'une école d'industrie certifiée, doit être, dans le délai d'un mois, inséré dans la gazette officielle de Québec.

Preuve de ce
retrait.

Un numéro de la gazette, dans lequel cet avis a paru, est une preuve concluante de ce retrait ou de cet abandon.

Présomption
de sa mise en
vigueur.

Un certificat est présumé être en vigueur jusqu'à ce que le retrait ou l'abandon d'icelui soit prouvé. 32 V., c. 17, s. 41.

Effet de l'avis
de retrait ou
de l'abandon
du certificat.

3170. Après qu'un avis a été donné du retrait ou de l'abandon du certificat d'une école d'industrie certifiée, nul enfant n'est reçu dans cette école pour y être interné, en vertu du présent chapitre, après la réception, par les direc-

teurs de l'école, de l'avis du retrait, ou après la date de l'avis de l'abandon, selon le cas ;

Mais l'obligation qui incombe aux directeurs d'instruire, d'élever, vêtir, loger et nourrir les enfants internés dans l'école, lors de cette réception, ou à la date de cet avis, est, à moins que le lieutenant-gouverneur ne prescrive le contraire, censée devoir se continuer jusqu'à ce que le retrait ou l'abandon du certificat soit mis à effet, ou jusqu'à ce que les sommes avancées sur les deniers affectés par la législature, à la garde et à l'entretien de l'enfant détenu dans l'école, cessent d'être accordées, quel que soit le cas qui arrive le premier. 32 V., c. 17, s. 42.

Obligation des directeurs après l'avis de retrait ou d'abandon.

3171. Lorsqu'une école cesse d'être une école d'industrie certifiée, les enfants qui y sont internés sont ou élargis ou transférés à une autre école d'industrie certifiée sur l'ordre du secrétaire de la province. 32 V., c. 17, s. 43.

Si une école cesse d'être tenue.

3172. Aucune sommation, ni aucun avis, dans le but de mettre à effet les dispositions du présent chapitre, n'est invalidé pour défaut seul de formalités ; les formules contenues dans la cédule du présent chapitre, ou des formules analogues, modifiées suivant les circonstances, peuvent servir dans les cas auxquels elles se rapportent, et lorsqu'on s'en est servies, elles sont considérées comme suffisantes. 32 V., c. 17, s. 44.

Début de forme dans les procédures.

3173. Tout avis peut être signifié aux directeurs d'une école d'industrie certifiée, en le délivrant à l'un d'eux personnellement, ou en l'expédiant par la malle, ou autrement, dans une lettre adressée à eux ou à l'un d'eux, à l'école ou au lieu ordinaire de leur résidence, ou de leur dernier domicile, ou à leur secrétaire. 32 V., c. 17, s. 45.

Signification des avis.

CÉDULE.

FORMULE A.

Ordre pour interner un enfant dans une école d'industrie.

Prov. de Québec, { Sachez que, le jour de
District de { , en conformité du chapitre troisième, du titre huitième, des statuts refondus de la province de Québec, concernant les écoles d'industrie, nous, deux des juges de paix de Sa Majesté pour le dit (district)

de , ordonnons que A. B., de ,
 (dont la croyance religieuse nous paraît être
), étant un enfant sujet aux dispositions de l'ar-
 ticle , des dits statuts refondus, soit envoyé à
 l'école d'industrie certifiée de ,
 et qu'il y soit interné durant

(Signé)

L. M.

N. O.

32 V., c. 17, form. A.

FORMULE B.

Plainte pour exiger une contribution de la part du père, etc.

Province de Québec,) La plainte de l'inspecteur des éco-
 District de . } les d'industrie, (ou, suivant le cas)
 portée devant nous, les soussignés, deux des juges de paix
 de Sa Majesté pour le dit district de ,
 ce jour de , à ,
 dans le même district, qui représente qu'un nommé A. B.
 (*) l'âge de ans, ou environ,
 est maintenant interné dans l'école d'industrie de
 , dans le district de ,
 sous l'autorité du chapitre troisième, du titre huitième des
 Statuts refondus de la province de Québec, concernant les
 écoles d'industrie, et qui a été condamné à y être interné
 jusqu'au jour de .
 Qu'un nommé C. B., résidant dans la paroisse de
 , dans le district de ,
 est le père (ou le beau-père, etc.) du dit A. B., et qu'il pos-
 sède les moyens suffisants pour contribuer au soutien et à
 l'entretien du dit A. B., son fils (*) ; C'est pourquoi le dit
 plaignant demande qu'une sommation soit adressée au dit
 C. B., pour montrer cause pourquoi un ordre ne serait pas
 décerné contre lui pour le forcer à contribuer ainsi.

Portée devant nous,

J. S.

C. D.

L. M.

32 V., c. 17, céd. B.

FORMULE C.

Ordre enjoignant au père, etc., de contribuer pour une certaine somme par semaine.

Prov. de Québec, } Sachez que ce jour de ,
District de . } à , dans le district de ,
une certaine plainte de l'inspecteur des écoles d'industrie
(ou, selon le cas) alléguant qu'un nommé A. B., de
etc., [*indiquez le sujet de la plainte de la manière énoncée dans
la formule (B) entre les asteriques (*) (*)*], a été dûment en-
tendue par et devant nous, les soussignés, deux des juges
de paix de Sa Majesté, dans et pour le dit district de
, (en la présence du dit C. B., si tel est le
cas, ou le dit C. B. n'étant pas comparu, bien qu'un ordre
de sommation lui ait été dûment adressé et signifié à cette
fin) ; et nous, après nous être dûment enquis des moyens
du dit C. B., en prenant en considération toutes les parti-
cularités du cas qui se présente, ordonnons au dit C. B. de
payer au dit inspecteur (ou à l'agent du dit inspecteur) la
somme de ,
par semaine, à compter de la date de cet ordre, jusqu'au
jour de
laquelle somme sera payée à l'expiration de chaque (qua-
torze, ou selon le cas) jours

Donné sous nos seings et sceaux, les jour et an ci-dessus
en premier lieu mentionnés, à _____, dans le
district susdit.

J. S. (L.S.)

L. M. (L.S.)

32 V., c. 17, form. C.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DU PLACEMENT EN APPRENTISSAGE DES ENFANTS SOUS LA DIRECTION
DES ÉCOLES DE RÉFORME, D'INDUSTRIE, ET DES INSTITUTIONS
DE CHARITÉ.

SECTION I.

DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES.

3174. Les mots, " institution de charité," dans le présent chapitre, signifient tout asile d'orphelins constitué en corporation, toute communauté religieuse où sont reçus des orphelins, et telles autres institutions qui peuvent avoir été autorisées par le lieutenant-gouverneur en conseil à se prévaloir des dispositions de ce chapitre, et s'appliquent à iceux. 35 V., c. 13, s. 1, et 36 V., c. 24, s. 1.

Interprétation des mots " institution de charité."

Interprétation des mots "directeur d'une institution."

3175. Les mots "directeurs d'une institution," signifient et comprennent les directeurs, directrices ou gérants de l'institution, ou quelqu'un ou plusieurs d'eux nommés ou choisis entre eux pour représenter l'institution dans toutes transactions à faire sous l'autorité de ce chapitre. 35 V., c. 13, s. 2.

SECTION II.

DU PLACEMENT DES ENFANTS.

Pouvoir du directeur de ces écoles de placer en apprentissage jusqu'à 21 ans.

3176. Les directeurs de toute école d'industrie ou de réforme, munis d'un certificat, peuvent, sans préjudice des autres pouvoirs et obligations qui leur ont été conférés par la loi, mettre en apprentissage ou placer au dehors, sous contrat d'apprentissage, chez une personne respectable et digne de confiance, tout enfant ou jeune délinquant, sous leur contrôle, pour un espace de temps n'excédant pas son âge de majorité. 35 V., c. 13, s. 3.

Pouvoirs des directeurs d'institutions

3177. Les directeurs d'une institution peuvent placer au dehors, en service domestique, et engager ou mettre en apprentissage, dans tout métier ou toute occupation salubre, et peuvent placer au dehors, pour être entreteuu, supporté, instruit ou adopté, tout enfant interné dans l'institution ou qui reçoit aide ou protection d'icelle, chez les personnes, et à telles conditions que les directeurs jugent convenables. 35 V., c. 13, s. 4.

Validité des reçus donnés par des enfants pour sommes reçues de l'institution par eux.

3178. Sur le paiement fait par toute semblable institution à quelque enfant y ayant droit, d'une somme d'argent reçue pour l'usage et le profit de cet enfant par l'institution, en vertu de ces contrats d'apprentissage, conditions d'apprentissage, ou engagements comme dit ci-haut, une décharge à cet effet, soit sous seing privé, soit autrement donnée en faveur de l'institution par cet enfant, âgé de plus de quatorze ans, est valide, sans qu'il soit nécessaire que l'enfant soit représenté par un tuteur. 35 V., c. 13, s. 6.

Directeurs ont sur les enfants en emploi, la même autorité que les parents.

3179. Durant tout le terme qu'un enfant est placé au dehors ou en apprentissage, sous l'autorité de ce chapitre, les droits, pouvoirs et autorité des parents sur et à l'égard de cet enfant cessent, et sont possédés et exercés par les directeurs de l'école de réforme ou d'industrie, ou les directeurs de l'institution qui en ont la charge, aussi pleinement et efficacement qu'ils l'auraient été par les parents. 35 V., c. 13, s. 7.

SECTION III.

DU POUVOIR DES PARENTS DE REPRENDRE LEURS ENFANTS.

3180. Tout parent possède le droit de s'adresser à un juge de la cour supérieure, qui peut, à sa discrétion, l'autoriser à reprendre la garde ou la direction de son enfant, et le contrat ou l'engagement pour l'apprentissage ou le placement au dehors est alors annulé. 35 V., c. 13, s. 7.

Reprise des
enfants par
les parents.

3181. Le juge, après que les directeurs ont été appelés et entendus, et sur preuve suffisante que le parent est une personne convenable et propre à prendre charge de l'enfant, et que la condition de l'enfant n'en souffrira pas, peut, à sa discrétion, autoriser que l'enfant soit rendu au parent, mais n'ordonne pas l'annulation du contrat d'apprentissage ou d'engagement, à moins qu'il ne soit convaincu que ce contrat d'apprentissage ou d'engagement n'était pas judicieux et convenable. 35 V., c. 13, s. 7, et 36 V., c. 24, s. 2

Pouvoir du
juge à cet
effet.

CHAPITRE CINQUIÈME.

DES ASILES D'ALIÉNÉS

SECTION I.

DU CONTRÔLE DES ASILES.

3182. Les asiles d'aliénés, dans la province, sont sous le contrôle et la surveillance du gouvernement. 48 V., c. 34, s. 1.

Contrôle des
asile.

SECTION II.

DES ASILES RECEVANT DES PATIENTS AUX FRAIS DE LA PROVINCE.

§ 1.—*Des médecins dans ces asiles.*

1°.—LEUR NOMINATION, LEURS SALAIRES.

3183. Pour chacun des asiles de la Longue-Pointe (St-Jean-de-Dieu) et Beauport, il est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil :

Nomination
des médecins.

1. Un surintendant médical ;
2. Un médecin interne, et
3. Un assistant-médecin interne.

Le surintendant médical et le médecin interne sont payés par la province.

Paiement de
leurs salaires.

L'assistant-médecin interne peut être nommé sur la recommandation des propriétaires respectifs des dits asiles de St-Jean-de-Dieu et de Beauport, sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, et alors le salaire de ce médecin est payé par eux ;—dans le cas où les pro-

Dispositions
spéciales pour
l'assistant-
médecin in-
terne.

priétaires ne jugent pas à propos de se prévaloir de cette disposition, le médecin-assistant est alors nommé par le lieutenant-gouverneur et payé par la province.

Salaire du
surintendant
médical.

Le salaire du surintendant médical ne doit pas excéder le montant de dix-huit cents piastres par année.

Salaire du mé-
decin interne

Le salaire du médecin interne ne doit pas excéder le montant de dix-huit cents piastres par année.

Salaire de
l'ass.-médecin
interne.

Le salaire de l'assistant-médecin interne ne doit pas excéder le montant de douze cents piastres par année.
48 V., c. 34, s. 2.

2°.—BUREAU MÉDICAL.

Composition
du bureau.

3184. Le surintendant médical, le médecin interne et son assistant forment un bureau appelé "bureau médical de l'asile des aliénés de (*nom de l'asile*)."

Président.

Le surintendant est président du bureau, et peut le convoquer chaque fois qu'il le trouve nécessaire.

Quorum.

Le quorum de ce bureau est de deux.

Chambre
pour le
bureau.

2. Les propriétaires de chacun de ces asiles, sont tenus de fournir au bureau, une chambre suffisante et convenablement meublée dans leurs établissements et aussi rapprochée que possible de l'endroit où se trouve la pharmacie, qu'ils sont aussi obligés de fournir. 48 V., c. 34, s. 3.

3°.—POUVOIRS ET DEVOIRS DU BUREAU MÉDICAL RELATIVEMENT AU TRAITEMENT DES PATIENTS.

Pouvoir du
bureau de
surveiller les
admissions ;
De contrôler
le service
médical.

3185. Conformément aux dispositions de la loi, le bureau médical surveille l'admission des patients à l'asile et leur renvoi temporaire ou définitif d'icelui.

Le bureau a le contrôle du service médical, de la classification des patients, et du traitement qui doit leur être donné, tel que mentionné dans l'article 3187.

Emploi du
temps du mé-
decin interne
et de son as-
sistant.

Le médecin interne et son assistant doivent consacrer tout leur temps au service des patients, et prescrire le traitement médical ou moral approuvé par le bureau, qui leur paraît le plus propre à hâter ou assurer leur guérison.

Cliniques sur
l'aliénation.

Le surintendant médical et le médecin interne sont, avec le consentement des propriétaires, tenus, si le gouvernement l'exige, de donner des cliniques sur l'aliénation mentale, dont la durée et le nombre sont déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sans salaire additionnel. 48 V., c. 34, s. 4.

4°.—RAPPORTS DU BUREAU MÉDICAL.

Rapport du
bureau médi-
cal.

3186. Le surintendant médical doit faire un rapport dès les premiers jours de chaque mois, au nom du bureau médical au secrétaire de la province.

Son contenu.

Ce rapport doit indiquer le nombre des patients admis

pendant le mois précédent, leur état et leur condition, le nom de ceux qui se sont évadés ou qui sont décédés, l'état et la condition des patients en général, le nom de ceux qui peuvent être mis en liberté ; et contenir, en outre, toutes les observations et suggestions utiles ou nécessaires touchant l'amélioration de la condition des patients et le bon fonctionnement de l'asile.

Un rapport général complet et détaillé est aussi fait, chaque année, de la même manière par le surintendant médical. Rapport général.

Ce rapport général doit indiquer le nombre des patients admis durant l'année, le nombre de ceux qui ont été renvoyés temporairement ou définitivement, la date des admissions et des renvois, le nombre et le nom des patients payants, le nombre de ceux qui ont été guéris ou dont la condition a été améliorée, ainsi que de ceux qui sont décédés à l'asile, ou qui s'en sont évadés ; et contenir, en général, toutes les améliorations adoptées ou suggérées, soit dans le traitement, soit dans l'entretien des patients, ainsi que toutes les informations demandées par le lieutenant-gouverneur en conseil. 48 V., c. 34, s. 5. Son contenu.

§ 2.—*De la discipline intérieure de ces asiles.*

3187. Des règles et règlements peuvent être faits par le bureau médical, sujet, à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, pour le traitement médical, moral et physique des patients, lequel comprend les remèdes et prescriptions, la contrainte, la classification, la ventilation des édifices, le régime et la diète, le vêtement et l'exercice. Pouvoirs du bureau médical de faire des règlements pour certaines fins.

Le médecin interne est tenu de résider auprès de l'asile, et son assistant, dans l'asile même ou dans son voisinage immédiat. Résidence des méd. int.

Ils sont chargés de faire exécuter les règles et règlements faits et approuvés comme susdit par le lieutenant-gouverneur en conseil ; l'assistant doit aider le médecin interne à exécuter les ordres qu'il donne, et le remplacer en cas d'absence ou de maladie. Exécution des règlements.

Les propriétaires des asiles, leurs surintendants, employés et serviteurs, sont tenus de mettre à exécution les ordres du médecin interne ou de son assistant, pour tout ce qui a rapport au traitement médical et tel que réglé ci-dessus. Devoirs des employés de l'établissement.

Les propriétaires sont, en outre, tenus de loger l'assistant-médecin interne d'une manière convenable. Logement de l'ass.-méd. interne.

Le médecin interne ou son assistant peut, pour cause d'incompétence ou d'insubordination, demander aux propriétaires de l'asile la révocation des surveillants, infirmiers et gardiens. Révocation des surveillants dans certains cas.

En cas de dissentiment au sujet de cette révocation, c'est l'inspecteur des asiles qui décide. 48 V., c. 34, s. 6. Cas de dissentiment.

§ 3.—*Des aliénés dont l'entretien est à leurs propres frais.*

1°.—LEUR ADMISSION.

Admission
des patients
privés.

3188. Les propriétaires des asiles d'aliénés dans la province de Québec, s'ils en ont reçu l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, peuvent recevoir dans leurs établissements, les aliénés, les idiots et les imbéciles qui peuvent, soit par eux-mêmes, soit par leur tuteur, curateur ou par des personnes obligées par la loi à leur fournir des soins et des aliments, payer les frais de leur entretien, de leur séjour et traitement.

Province, non
responsable
de la pension.

La province n'est pas responsable pour le paiement des sommes payables par ces patients. 48 V., c. 34, s. 7.

Formalités
d'admission.

3189. Les personnes ci-dessus mentionnées ne peuvent être admises, s'il n'est fourni, aux propriétaires de l'asile, une demande faite suivant la formule A, de cette section, et un certificat suivant la formule B, signé par deux médecins qui ne sont ni associés, ni frères, ni dans les relations de père et fils, et dont chacun a séparément et personnellement examiné le patient avant la demande de son entrée dans l'asile. 48 V., c. 34, s. 8.

Devoirs des
médecins qui
signent le
certificat.

3190. Les médecins qui signent le certificat B, doivent préciser les faits résultant de leurs propres observations, et des renseignements obtenus de toute autre personne, sur lesquels est basée leur opinion que le patient est aliéné, idiot ou imbécile. 43 V., c. 34, s. 9.

Mise en liber-
té en cas de
guérison.

3191. Le patient doit être mis en liberté dans le cas de guérison certifiée par deux des membres du bureau médical, ou dans le cas où la personne, qui a signé la demande d'internement, requiert, par un écrit signé de sa main, que ce patient soit élargi, sauf le cas où le bureau médical déclare que le patient est dangereux pour la société. 48 V., c. 34, s. 10.

Elargisse-
ment des
patients.

3192. Dans le cas d'incapacité ou d'absence de la province de la personne qui a fait la demande d'internement, l'époux ou l'épouse de cette personne, le père ou la mère du patient, ou un des plus proches parents, ou la personne qui a fait le dernier paiement pour le compte du patient peut, sauf toujours le cas de l'article précédent, donner, en tout temps, l'ordre de son élargissement. 48 V., c. 34, s. 11.

2°.—LIVRE DES PATIENTS PRIVÉS.

Livre des pa-
tients privés
et son con-
tenu.

3193. Dans chaque asile, il est tenu un livre appelé "livre des patients privés," dans lequel doivent être inscrits immédiatement :

1. Le nom, la profession, l'âge et le domicile des patients ;
2. La date de leur entrée dans l'asile ;
3. Les noms et le domicile des personnes qui ont demandé leur admission ;
4. Les noms des médecins qui ont certifié leur état ;
5. Les changements survenus dans cet état ;
6. La date de l'évasion des patients, s'il y en a eu, et celle de leur élargissement ou de leur décès. 48 V., c. 34, s. 12.

3°.—DISPOSITIONS DIVERSES.

3194. Les articles 3201, 3203, 3204, 3205, 3208, 3219, 3221, 3231, 3232, 3233 et 3234, s'appliquent aux articles précédents. 48 V., c. 34, s. 13. Articles applicables.

§ 4.—*Des aliénés dont l'entretien est aux frais de la province et des municipalités.*

1°.—LEUR ADMISSION.

3195. Peuvent être admis dans les asiles d'aliénés, aux frais du gouvernement et des municipalités : Admission :

1. Les aliénés qui n'ont pas, par eux-mêmes, ou par des personnes tenues par la loi à leur fournir des aliments et des soins, les moyens de payer en tout ou en partie le coût de leur entretien, de leur séjour et de leur traitement dans un de ces asiles ; Des aliénés pauvres ;
2. Les idiots ou imbéciles, lorsqu'ils sont dangereux, une cause de scandale, sujets à des attaques d'épilepsie, ou d'une difformité monstrueuse et sont incapables de payer leur entretien, leur séjour et leur traitement en tout ou en partie. 48 V., c. 34, s. 14. Des idiots, etc.

3196. Le bureau médical d'un asile ne peut recevoir aucun des patients ci-dessus mentionnés, s'il ne lui est remis : Formalités de l'admission.

1. Une demande d'admission contenant les noms, la profession, l'âge et le domicile tant de la personne qui l'a faite, que de celle dont le placement est réclamé, et l'indication du degré de parenté, ou à défaut de parenté, de la nature des relations qui existent entre elles. Demande d'admission.

La demande doit être signée par celui qui l'a faite, et, s'il ne sait pas écrire, elle est reçue par devant le maire, ou, en son absence, par devant un juge de paix du domicile du patient ; Signature de cette demande.

2. Un certificat de médecin, suivant la formule C, ainsi que son annexe, constatant l'état mental du patient, indiquant les particularités de sa maladie, la nécessité de le faire traiter dans un asile d'aliénés et de l'y retenir renfermé. Certificat de médecins.

Déclaration en cas d'idiotisme.	Dans le cas d'idiotisme ou d'imbécilité, le médecin doit déclarer de plus, si le malade est dans la catégorie des idiots ou des imbéciles qui peuvent être admis ou détenus dans un asile, et indiquer spécialement les raisons sur lesquelles il appuie son opinion.
Effet du certificat du médecin qui est parent.	Ce certificat ne peut être admis, si le médecin signataire est parent ou allié au troisième degré inclusivement des propriétaires de l'asile ou de la personne qui fait la demande d'admission, ou de l'aliéné.
Exemption du certificat dans certains cas.	En cas d'urgence, le bureau médical peut se dispenser d'exiger le certificat du médecin si ce certificat lui est remis dans les huit jours qui suivent l'internement du patient ;
Certificat du curé, etc.	3. Un certificat, suivant la formule D, signé soit par le curé ou son vicaire, le ministre du culte, ou un juge de paix ;
Certificat du maire.	4. Un certificat, suivant la formule E, signé par le maire du lieu où le malade a son domicile ou d'un conseiller, en son absence.
Attestation de l'annexe C et de la formule D.	L'annexe de la formule C et la cédule D, doivent être attestées et reconnues devant un juge de paix, conformément aux dispositions du chapitre 141 des Statuts révisés du Canada, concernant les serments extra-judiciaires. 48 V., c. 34, s. 18.
Admission des idiots venant d'un hôpital public.	3197. Dans le cas d'idiots ou d'imbéciles entrés depuis plus de trois mois dans un hôpital public et devenus dans un état tel qu'il est nécessaire de les interner dans un asile d'aliénés, la demande d'admission doit être faite par écrit, par le propriétaire ou le surintendant de l'hôpital, et le certificat du médecin doit être donné par l'un des médecins visiteurs de l'établissement.
Demande d'admission dans ce cas.	La demande d'admission doit contenir les noms, la profession, l'âge et la municipalité où le patient a eu son dernier domicile avant son entrée à l'hôpital ainsi que la date de son entrée.
Certificat du médecin.	Le certificat du médecin doit constater, suivant la formule C, l'état mental du malade, indiquer les particularités de sa maladie, la nécessité de le faire traiter dans un asile et de l'y tenir renfermé. 48 V., c. 34, s. 19.
Procédure sur réception de la demande des certificats	3198. Sur réception de la demande et des certificats C, D et E, dans le cas de l'article 3196, et de la demande d'admission et du certificat C, dans le cas de l'article précédent, le bureau médical décide s'il doit admettre le patient provisoirement, ou refuser son admission. 48 V., c. 34, s. 20.
Rapport au sec. de la province.	3199. Le bureau, par l'entremise du surintendant médical doit, dans les quinze jours qui suivent l'admission

du patient, transmettre au secrétaire de la province, avec cette demande et les certificats C ou C, D et E, ci-dessus mentionnés, un rapport spécial, constatant l'état mental du patient, et déclarant s'il doit être admis définitivement dans l'asile, où s'il doit en être renvoyé. 48 V., c. 34, s. 21.

3200. Sur réception de ces documents, le secrétaire de la province adresse au bureau médical de l'asile, l'ordre qu'il juge convenable, soit pour l'admission définitive du patient, soit pour sa mise en liberté, lequel ordre doit être exécuté sans délai. 48 V., c. 34, s. 22

Ordre d'internement par sec. prov.

3201. Pour les fins de cette section, les membres du bureau médical ont, en tout temps, accès dans toutes les parties de l'asile où sont internées les personnes qui y sont admises et détenues, et peuvent aussi, quand ils le jugent nécessaire, et à des heures convenables, prendre communication des registres où les noms des patients sont inscrits, ainsi que de tous les livres, registres ou documents qui ont rapport aux patients. 48 V., c. 34, s. 23.

Accès des membres du bureau méd.

2°.—LIVRE DES PATIENTS PUBLICS.

3202. Dans chacun de ces asiles il est tenu un registre appelé "livre des patients publics," sur lequel doivent être immédiatement inscrits :

Livre des patients publics et son contenu.

1. Les noms, prénoms et surnoms, la profession, l'âge et le domicile des patients ;
2. La date de leur entrée dans l'asile ;
3. Les noms et le domicile des personnes qui ont demandé leur admission ;
4. Le nom du médecin qui a certifié leur état ;
5. Les changements survenus dans cet état ;
6. La date de l'évasion des patients, s'il y en a une, et celle de leur élargissement ou de leur décès. 48 V., c. 34, s. 15.

3203. Les changements notables survenus dans l'état des patients doivent aussi, pour l'information des membres du bureau médical, être entrés journellement dans un livre tenu par le gardien dans chaque division de l'asile, avec les noms des patients. 48 V., c. 34, s. 16.

Livret tenu par le gardien.

3°.—ADMISSION AUPRÈS DES PATIENTS, ETC.

3204. Le médecin interne de l'asile ou son assistant peut, en tout temps, donner une autorisation écrite de sa main à l'effet d'admettre auprès du patient tout parent, ami ou médecin, ou toute autre personne que les parents ou amis désignent.

Admission des parents auprès des patients.

Limitation de
l'autorisation

Cette autorisation peut être limitée ou générale et avec ou sans restrictions quant à la présence d'un gardien durant cette admission. 48 V., c. 34, s. 17.

Lettres écri-
tes par les
aliénés.

3205. Toute lettre écrite par un patient détenu dans un asile et adressée aux membres du conseil exécutif, aux inspecteurs des asiles, à sa famille ou à ceux qui ont provoqué son internement, doit être transmise à son adresse par les propriétaires de ces asiles ou leurs officiers sans être ouverte. 48 V., c. 34, s. 24.

4^o.—ÉLARGISSEMENT DES PATIENTS.

Élargisse-
ment sur de-
mande des
parents, etc.,
qui veulent en
prendre soin.

3206. Toute personne, parente, alliée ou amie d'un patient à l'asile, ou qui a procuré son internement, son tuteur ou curateur, ainsi que toute personne autorisée par le conseil de famille, peut le faire libérer, en adressant au secrétaire de la province une requête contenant une déclaration par laquelle elle s'engage à en prendre soin, et à faire rapport de son état au bureau médical, chaque fois que requis ; cette demande est accompagnée d'un rapport du bureau médical constatant que le patient peut être mis en liberté sans danger, et le secrétaire de la province donne un ordre en conséquence, qui doit être exécuté à la diligence et aux frais de la personne qui a fait la requête.

Si le patient
est guéri dans
l'absence.

Si le patient est guéri pendant cette absence de l'asile, le bureau médical peut ordonner sa libération, et s'il n'est pas guéri, il est ramené à l'asile, à moins que l'autorisation susdite ne soit continuée, sujet cependant au dernier paragraphe de l'article 3229. 48 V., c. 34, s. 25.

Dispositions
non applica-
bles.

3207. Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux aliénés internés en vertu des sections 252 à 258 du chapitre 174, des Statuts révisés du Canada, concernant les prisonniers atteints d'aliénation mentale. 48 V., c. 34, s. 26.

Enquête en
cas de décès.

3208. S'il y a quelque soupçon raisonnable sur la cause et les circonstances de la mort d'un patient détenu dans l'asile, le coroner doit assigner un jury pour s'enquérir des circonstances de son décès. 48 V., c. 34, s. 27.

§ 5.—Des aliénés en prison.

Prisonniers
trouvés alié-
nés.

3209. Lorsque le shérif d'un district a raison de croire qu'une personne détenue en prison pour quelque offense que ce soit est aliénée, il doit faire examiner ce détenu par un des membres du bureau médical d'un asile d'aliénés, ou par un autre médecin nommé à cet effet ; et si le rapport de ce médecin, fait suivant la formule C, établit l'aliénation mentale du détenu, il est transféré, sans délai, à l'asile

le plus rapproché, avec copie de l'ordre ou du mandat d'emprisonnement en vertu duquel il est incarcéré. 48 V., c. 34, s. 28.

3210. Sur le rapport du bureau médical constatant qu'un aliéné interné à l'asile, sous l'autorité du chapitre 174 susdit, des Statuts révisés du Canada, a recouvré la raison, le lieutenant-gouverneur, sur la recommandation du secrétaire de la province, ordonne que ce détenu soit mis en liberté ou reconduit en prison pour y subir son procès ou sa peine, suivant le cas.

Aliénés recouvrant la raison dans un asile.

Les frais occasionnés par son transfert, de la prison à l'asile et de l'asile à la prison, forment partie du coût de l'entretien, du séjour et du traitement de l'aliéné. 48 V., c. 34, s. 29.

Frais de transfert.

§ 6.—Des aliénés dangereux.

3211. Lorsqu'une dénonciation est faite sous serment, devant un juge de paix, accompagnée du certificat d'un médecin, fait suivant la formule C, portant qu'une personne est aliénée et dangereuse, le juge de paix peut émettre un mandat, conforme à la formule F, pour faire arrêter cette personne et l'amener devant tout autre juge de paix du district. 48 V., c. 34, s. 30.

Mandat d'arrestation contre aliénés dangereux.

3212. Ce mandat doit mentionner la nature de la dénonciation, le fait qu'elle a été assermentée, ainsi que le nom ou toute autre description de la personne contre laquelle elle a été faite.

Contenu de ce mandat.

Il est adressé aux constables ou officiers de paix du district ou comté. 48 V., c. 34, s. 31.

A qui adressé.

3213. Tout juge de paix, devant lequel une personne ainsi arrêtée est amenée, peut, sur mandat émis à cet effet, suivant la formule G, envoyer cette personne en prison, ou la confier à la garde de l'officier qui l'a arrêtée, ou de toute autre personne ayant qualité, pour un temps n'excédant pas deux jours.

Procédures lors de l'arrestation.

Dans ce cas, le juge de paix fixe, par un ordre dont avis est donné au dénonciateur, le temps et le lieu auxquels cette personne doit être amenée devant lui, ou devant tout autre juge de paix, pour l'audition de la preuve, au sujet de son état mental.

Preuve.

Néanmoins, le juge de paix peut procéder de suite à l'audition de la preuve, en faisant prévenir à temps, le dénonciateur. 48 V., c. 34, s. 32.

Proviso.

Déclaration
du dénoncia-
teur.

3214. Lors de la comparution du détenu devant le juge de paix, le dénonciateur doit faire, sous serment, la déclaration des faits, indiquant l'aliénation de la personne ainsi arrêtée, son domicile, ses moyens de subsistance ainsi que ceux de sa famille, et en général, répondre à toutes les informations mentionnées dans l'annexe de la formule C. 48 V., c. 34, s. 33.

Témoignages
additionnels.

3215. Outre la déclaration du dénonciateur, le juge de paix doit requérir, sur les faits mentionnés dans l'article précédent, le témoignage d'un médecin et d'une ou de plusieurs personnes dignes de foi, pour constater, devant lui, d'une manière satisfaisante, les faits mentionnés dans la formule D. 48 V., c. 34, s. 34.

Elargisse-
ment de l'ac-
cusé.

3216. Si, après cet examen et l'audition de la preuve, le juge de paix est d'avis que cette personne n'est pas aliénée, et qu'il n'est pas dangereux de la laisser en liberté, il ordonne de suite qu'elle soit élargie. 48 V., c. 34, s. 35.

Son interne-
ment s'il y
a lieu.

3217. Si, au contraire, le juge de paix est d'avis que cette personne est aliénée et qu'il est dangereux de la laisser en liberté, il ordonne par son mandat, suivant la formule H, qu'elle soit transférée à l'un des asiles d'aliénés en cette province, aux frais de la municipalité intéressée. 48 V., c. 34, s. 36.

Transmission
des dépositi-
ons, etc., au
bureau médi-
cal.

3218. Le juge de paix doit transmettre, sans délai, au bureau médical de l'asile où l'aliéné doit être détenu, les dépositions prises devant lui, et mentionnées dans l'article 3215, ainsi que les pièces et documents se rapportant à l'instruction faite devant lui.

Attestation e
des docu-
ments.

Tous les documents ainsi transmis sont certifiés par le juge de paix.

Frais d'arres-
tation.

Les frais encourus pour les fins de l'arrestation de l'aliéné, de l'enquête et de son transfert à la prison et à l'asile, sont à la charge des intéressés ou des municipalités obligées à leur entretien. 48 V., c. 34, s. 37.

Examen de
l'aliéné par le
bureau médi-
cal.

3219. Le bureau médical de l'asile examine l'aliéné, ainsi que les documents ci-dessus mentionnés, et il admet temporairement l'aliéné dans tel asile.

Rapport du
bureau de cet
examen.

Dans les quinze jours qui suivent telle admission, le surintendant médical transmet au secrétaire de la province, le rapport du bureau médical sur l'état mental du détenu ; et sur réception de ce rapport, s'il est constaté que le détenu est aliéné, le lieutenant-gouverneur ordonne immédiatement qu'il soit détenu dans l'asile où il a été interné.

Internement.

Elargisse-
ment.

Si le rapport du bureau médical constate que le détenu n'est pas une personne qu'il convient d'interner dans un

asile d'aliénés, le lieutenant-gouverneur ordonne immédiatement sa mise en liberté. 48 V., c. 34, s. 38.

3220. Aussitôt qu'une personne a été internée définitivement dans un asile d'aliénés, le médecin interne ou son assistant doit transmettre au secrétaire-trésorier de la municipalité dans laquelle cet aliéné a eu son domicile, un avis indiquant le nom de l'asile où il est interné et la date de l'ordre du lieutenant-gouverneur ou du secrétaire de la province en vertu duquel il a été ainsi interné définitivement. 48 V., c. 34, s. 39.

Avis au secrétaire de la municipalité du patient.

§ 7.—*Des aliénés qui s'échappent des asiles.*

3221. Dans le cas où un détenu s'échappe d'un asile d'aliénés, il est du devoir de tout officier de l'asile, de l'arrêter ou de le faire arrêter par toute autre personne, et de le ramener à l'asile, dans les 15 jours de sa fuite, sans mandat, ou durant les trois mois de sa fuite, sur un mandat fait suivant la formule I, émis par le médecin interne ou son assistant, et l'aliéné est interné de nouveau dans l'asile d'où il s'est échappé pour les mêmes raisons et en vertu de la même autorité qu'il l'était avant sa fuite. 48 V., c. 34, s. 40.

Arrestation des aliénés qui s'échappent de l'asile

§ 8.—*Des frais d'entretien des aliénés.*

3222. Dans tous les cas où un aliéné est interné dans un asile, aux frais de la province et des municipalités, la dépense de l'entretien, du séjour et du traitement de cet aliéné dans l'asile, est due et payée moitié par le gouvernement et moitié par la municipalité de la cité, de la ville, du village, de la paroisse ou du canton dans les limites desquels se trouvent compris l'endroit, le lieu ou le territoire où le patient a eu son domicile.

Paiement de l'entretien des aliénés.

Toutefois, si le patient est interné dans un hôpital public, le dernier domicile de ce patient n'est pas, par ce fait même, censé être dans la municipalité où se trouve cet hôpital. 48 V., c. 34, s. 41.

Domicile des aliénés venant des hôpitaux.

3223. Dans les premiers quinze jours du mois de janvier, de chaque année, les propriétaires de chaque asile d'aliénés doivent transmettre au trésorier de la province une liste contenant :

Transmission de la liste des aliénés au trés. prov.

1. Les noms des aliénés internés dans l'asile ;
2. Leur domicile à l'époque de leur admission dans ice-lui ;
3. Le montant payable par chaque corporation de cité, ville, village, paroisse ou canton, pour leur entretien, séjour et traitement dans le cours de l'année précédente.

Son contenu.

Etat trimestriel.

Ils sont aussi tenus de fournir au trésorier de la province, avec leur compte trimestriel, un état indiquant séparément les noms des patients à la charge du gouvernement et des municipalités, la date de leur entrée et de leur sortie temporaire ou définitive, et le nombre de jours pendant lesquels ils ont été détenus dans l'asile. 48 V., c. 34, s. 42.

Transmission de la liste au percepteur du revenu.

3224. Sur réception de cette liste, le trésorier de la province doit préparer, sans retard, pour chaque municipalité, un état détaillé des sommes d'argent dues par elle, et le transmettre de suite au percepteur du revenu de la province pour le district où se trouve située cette municipalité.

Devoir du percepteur.

Sur réception de cet état, le percepteur du revenu ci-haut mentionné doit transmettre, sans délai, au secrétaire-trésorier de la municipalité indiquée, un extrait dûment certifié de cet état, contenant les noms des aliénés à l'entretien desquels la municipalité doit contribuer, ainsi que le montant dû par elle au sujet de ces aliénés pour l'année précédente, avec un avis le requérant de verser entre ses mains, le ou avant le premier jour de mars, alors prochain, le montant dû pour cette contribution. 48 V., c. 34, s. 43.

Recouvrement du montant dû.

3225. Le montant est recouvrable par voie d'action ordinaire, contre toute corporation municipale obligée à l'entretien de tout aliéné interné dans un de ces asiles, en vertu des dispositions précédentes. 48 V., c. 34, s. 44.

Action à cette fin.

3226. Cette action est intentée par le percepteur du revenu du district, en son nom, contre toute telle municipalité, devant tout tribunal de juridiction compétente dans le district où réside cet officier. 48 V., c. 34, s. 45.

Remboursement aux municipalités.

3227. Il est loisible à toute municipalité, qui a ainsi payé une somme d'argent au gouvernement pour cette pension, ce séjour et ce traitement, et qui a payé, en outre, les frais d'arrestation et d'enquête, ainsi que tous les frais de transport d'un aliéné interné dans un asile, de se faire rembourser les montants ainsi payés par elle, par voie d'action et d'exécution en la manière ordinaire, sur les biens de l'aliéné ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi de subvenir à sa subsistance et à son entretien.

Proviso.

2. Toutefois, ce recours n'a pas lieu s'il a été constaté, lors de son entrée à l'asile, que le patient n'avait aucun bien soit par lui-même ou par ceux qui sont tenus de lui fournir des aliments. 48 V., c. 34, s. 46.

3228. Le montant payé par une municipalité, en vertu des dispositions de cette loi, est considéré comme une dette imposable en vertu du code municipal, et est imposé et perçu de la même manière que toute taxe ordinaire due par les contribuables de la municipalité. 48 V., c. 34, s. 47.

Imposition et prélèvement du montant exigé.

§ 9.—*Dispositions diverses.*

3229. Le bureau médical d'un asile peut, s'il le juge utile pour la guérison d'un patient interné dans cet asile, permettre aux parents, au curateur ou à un ami de ce patient,—sur leur promesse par écrit d'en prendre soin,—de le garder temporairement chez eux pour un espace de temps déterminé, et de le ramener à l'asile dans le cas où il deviendrait dangereux, de le laisser plus longtemps sous leurs soins.

Garde temporaire des aliénés par les parents, etc., à certaines conditions.

L'écrit doit être signé par les parents, amis ou curateurs du patient, et fait suivant la formule J.

Écrit à cet effet.

Rien ne doit être chargé par les propriétaires de l'asile pour le temps que le patient est ainsi absent. 48 V., c. 34, s. 48.

Rien n'est chargé dans ce cas.

3230. Le patient doit être mis en liberté, dans le cas de guérison certifiée par deux des membres du bureau médical, ou dans le cas où la personne qui a signé la demande d'internement, requiert, par un écrit signé de sa main, que ce patient soit élargi, sauf le cas où le bureau médical déclare que le patient est dangereux pour la société. 48 V., c. 34, s. 49.

Mise en liberté des patients.

3231. Toute personne placée ou retenue dans un asile d'aliénés, son tuteur, si elle est mineure, son curateur, ou tout parent ou ami, peut, sur requête sommaire, et à quelque époque que ce soit, demander au juge du district, dans lequel est situé l'établissement, son élargissement de l'asile.

Élargissement des patients par le juge.

Le juge, après enquête et audition, ordonne cet élargissement, s'il y a lieu, et sa décision est finale et sans appel. 48 V., c. 34, s. 50.

Décision du juge.

3232. Sur la demande des parents, de l'époux ou de l'épouse, le juge du lieu du domicile peut nommer, en chambre, un administrateur provisoire aux biens de toute personne non interdite placée dans un asile d'aliénés.

Administrateur provisoire aux biens des aliénés.

Cette nomination n'a lieu qu'après délibération du conseil de famille, et n'est pas sujette à appel.

Sa nomination.

L'administrateur provisoire a, sur la personne et les biens de l'aliéné, tous les pouvoirs, et est, quant à son administration, soumis à toutes les obligations, d'un curateur ordinaire. 48 V., c. 34, s. 51.

Ses pouvoirs.

Défaut d'administrateur.

3233. A défaut d'administrateur provisoire le juge, à la requête de la partie la plus diligente, doit commettre un notaire ou une autre personne, pour représenter les personnes non interdites internées dans un asile, aux inventaires, comptes, partages et licitations dans lesquels elles sont intéressées. 48 V., c. 34, s. 52.

Curateur et leurs pouvoirs.

3234. Les pouvoirs conférés en vertu des deux articles précédents, cessent de plein droit dès que la personne ainsi internée dans un asile n'y est plus retenue ou lorsqu'il lui est nommé un curateur, en vertu des dispositions du code civil. 48 V., c. 34, s. 53.

Certaines procédures applicables

3235. Sauf ce qui est prescrit de contraire dans la présente section, les dispositions en vigueur concernant les convictions sommaires, s'appliquent aux procédures faites, sous l'autorité de cette section, par tout juge de paix, juge des sessions de la paix, magistrat de district, et magistrat de police. 48 V., c. 34, s. 54.

Mode de déterminer le réclamations des propriétaires.

3236. Toute réclamation, pouvant résulter de l'exécution de la présente section de la part des propriétaires d'un asile, peut être déterminée, si les parties y consentent, par des arbitres nommés conformément aux dispositions du code de procédure civile, et à défaut de consentement, elles peuvent recourir à la pétition de droit; telle réclamation, s'il y a lieu, doit être signifiée au gouvernement avant ou dans les trois mois qui suivent chaque année sous peine de déchéance.

Compensation.

Dans les deux cas, le gouvernement peut invoquer, contre telle demande, toute compensation qui paraît juste et légitime. 48 V., c. 34, s. 55.

FORMULES.

10.—PATIENTS PRIVÉS.

FORMULE A.

Demande pour réception d'un patient.

Je, soussigné, *occupation* (si la personne en a une) *lieu de résidence*, *degré de parenté* (s'il y en a) *et autres circonstances qui le lient avec le patient*, vous requiers par les pré-

sentes de recevoir A. B. (aliéné, idiot ou imbécile comme patient dans votre maison.

(Signé)

(Nom du requérant.)

Informations qui doivent accompagner la demande.

Nom et prénoms du patient, au long ;
 Son sexe et son âge ;
 S'il est marié, non marié ou veuf ;
 Le genre de vie, et occupation antérieure (*si la personne en avait une ;*)
 Le domicile du patient ;
 La croyance religieuse, en autant qu'elle est connue ;
 La durée de l'attaque ;
 Si c'est la première attaque ;
 Son âge (*s'il est connu*) lors de la première attaque ;
 Si le patient est sujet à l'épilepsie ;
 S'il a des dispositions au suicide, ou dangereuses pour les autres ;
 Lieu de détention antérieure, s'il a été détenu ;
 Si le patient a déjà été aliéné ou s'il a été interdit ;
 Circonstances spéciales (*s'il y en a*) qui empêchent l'insertion de quelques-uns des détails qui précèdent.

Daté à , ce jour de , mil huit cent

(Signé,)

(Nom du requérant.)

Aux

propriétaires ou surintendant de l'asile de
 48 V., c. 34, form. A.

FORMULE B.

Formule de certificat du médecin.

Province de Québec,)
 District de . }

Je , médecin dûment autorisé à pratiquer comme tel, déclare que je ne suis point parent avec le dit A. B., personne désignée dans la demande et l'exposé ci-annexés, au degré prohibé par la loi concernant les asiles d'aliénés, et certifie par les présentes, que j'ai, ce jourd'hui, seul et sans la participation d'aucun autre médecin pratiquant, visité et examiné personnellement le dit A. B., que ce dit A. B., est aliéné, idiot ou imbécile, *suivant le cas*, que c'est une personne qu'il convient de renfermer, et que j'ai formé cette

opinion d'après les faits suivants, savoir : *(donner ici les informations mentionnées dans l'annexe de la formule C).*

Daté à , ce jour de , mil huit cent

(Signé.)

(Nom et
Lieu de résidence)
48 V., c. 34, form. B.

20. PATIENTS PUBLICS.

FORMULE C.

Formule de certificat du médecin.

Province de Québec, }
District de . }

Je,
médecin dûment autorisé à pratiquer comme tel, déclare, sous mon serment d'office, que je ne suis point parent au degré prohibé par la loi, concernant les asiles d'aliénés, avec les propriétaires de l'asile de ni avec *(nom de la personne qui fait la demande d'admission)* ni avec *(nom de l'aliéné,)* certifie par les présentes que j'ai, ce jourd'hui, seul et sans la participation d'aucun autre médecin pratiquant, visité et examiné personnellement, le dit que ce dit

est aliéné et une personne qu'il convient de renfermer, et que j'ai formé cette opinion d'après les faits suivants, dont je certifie l'entière exactitude, savoir :

(Dans le cas d'idiotisme ou d'imbécilité, constater si l'idiot ou l'imbécile est dangereux, une cause de scandale ou sujet à des attaques d'épilepsie.)

48 V., c. 34, form. C.

ANNEXE DE LA FORMULE C.

Informations requises des parents ou amis des malades dont l'admission est demandée, (des shérifs ou geôliers pour les prisonniers atteints de folie), dans les cas de demandes d'admission à l'asile des aliénés

Dans le cas de
de , comté de

- | | | |
|--|--|------|
| 1.—Quel est l'âge du patient ? | | 1.— |
| 2.—Est-il ou non marié ? S'il est marié, depuis quand ? Combien a-t-il d'enfants ? | | 2.— |
| 3.—Quelle est son origine ? | | 3.— |
| 4.—Où est-il né ? | | 4.— |
| 5.—Quel est le lieu de sa résidence ? | | 5.— |
| 6.—Depuis quand réside-t-il en Canada ? | | 6.— |
| 7.—Quel est son métier ou son occupation, et, si c'est une femme, quel est celui de son père ou de son mari ? Quels sont leurs moyens apparents de subsistance ? | | 7.— |
| 8.—A quelle religion appartient-il ? | | 8.— |
| 9.—Sait-il lire et écrire ? | | 9.— |
| 10.—Dans quel milieu social a-t-il vécu ? | | 10.— |
| 11.—Quand et comment les premiers symptômes de la maladie se sont-ils manifestés ? | | 11.— |
| 12.—Cette attaque d'aliénation mentale est-elle la première ? Si non, quand les autres ont-elles eu lieu, et quelle en a été la durée ? | | 12.— |
| 13.—Y a-t-il amélioration ou aggravation dans la maladie ; ou reste-t-elle stationnaire ? | | 13.— |

- | | |
|--|------|
| 14.—Est-il survenu des changements temporaires dans l'intensité de la maladie ? Le patient a-t-il des intervalles lucides, et ces intervalles apparaissent-ils à des époques régulières ? | 14. |
| 15.—Les changements survenus dans son état mental et corporel, depuis l'attaque de la maladie, sont-ils notables ? | 15. |
| 16.—Sur quels sujets et comment le trouble mental se manifeste-t-il ? Y a-t-il hallucination permanente ? | 16.— |
| 17.—Le malade est-il porté à se faire du mal à lui-même et aux autres ? Est-ce à la suite d'emportements ou avec préméditation ? | 17.— |
| 18.—A-t-il essayé de se tuer, et de quelle manière ? Cette inclination se manifeste-t-elle encore et comment ? | 18.— |
| 19.—Quelles sont ses habitudes quant au manger, au coucher, et à la propreté ? A-t-il quelques mauvaises inclinations telles que celles de se salir, de déchirer ses hardes, de briser les vitres, meubles, etc. ? | 19.— |
| 20.—Quels sont les membres de sa famille (y compris aïeux et cousins) qui ont été atteints de folie ? | 20.— |
| 21.—A-t-on été frappé, en aucune manière, par la singularité de son humeur, de ses habitudes, de ses projets, de ses impressions religieuses et de ses passions ? A-t-il été excentrique ? | 21 — |

FORMULE D.

Certificat du curé, vicaire, ministre, ou juge de paix.

Province de Québec, }
District de . }

Je soussigné curé, vicaire, ministre
ou juge de paix (suivant le cas)
certifie que :

1. A. B., est un aliéné, idiot ou imbécile (suivant le cas),
et doit être interné dans un asile d'aliénés ;

2. Que le dit A. B. possède ou ne possède pas (suivant le
cas) de biens suffisants pour payer en tout, ou en partie, ses
frais d'entretien ou de pension dans un asile ;

3. Que les personnes tenues à son entretien sont (noms
des personnes) et possèdent ou non, les moyens de payer en
tout ou en partie, ses frais de pension et d'entretien à l'a-
sile.

Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant cons-
ciencieusement vraie, et en vertu de l'acte concernant les
serments extrajudiciaires.

Reconnu et déclaré devant moi, un	} (Signature)
des juges de paix de Sa Majesté,	
pour le district de	
à , ce	
18 . .	} (Signature.)
(Signature.)	

48 V., c. 34, form. D.

FORMULE E.

Certificat du maire ou d'un conseiller en son absence.

Je soussigné, , maire de la
municipalité de comté de ,
certifie, par les présentes, que C. D. (nom de l'aliéné) est une
personne qui doit être internée dans un asile d'aliénés,
qu'elle possède ou non (suivant le cas) des biens suffisants
pour payer en tout, ou en partie, ses frais d'entretien dans
le dit asile (ou à son défaut) que (*) (noms des personnes qui
sont tenues à son entretien) possèdent les moyens nécessaires

(*) Les personnes obligées par la loi de soutenir les aliénés, sont celles indiquées dans les
articles 166 et suivants du code civil, savoir : l'épouse, le père, la mère, les enfants.

pour leur permettre de se rendre responsable envers la province de la pension du dit C. D., aliéné.

(Signature)

M. N.....

Maire,

48 V., c. 34, form. E.

FORMULE F.

Mandat d'arrestation d'un aliéné dangereux.

Province de Québec,)
District de . }

A tous les constables ou autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le district de comté de :

Attendu qu'une dénonciation sous serment, a été faite devant moi ou nous, l'un (ou suivant le cas) des juges de paix de Sa Majesté, dans et pour le district de ou comté de de la part de A. B. de , que C. D., de , est aliéné, et qu'il est dangereux de le laisser en liberté.

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, vous, les dits constables ou autres officiers de paix, ou aucun de vous, au nom de Sa Majesté, d'arrêter le dit C.D., et de l'amener devant moi ou nous ou quelqu'un des juges de paix pour et dans le district ou comté de à l'effet qu'une enquête soit faite relativement à l'état mental du dit C. D., et qu'il soit procédé suivant le cours de la loi.

Donné sous mon ou notre seing et sceaux, à , ce jour de dans l'année de Notre-Seigneur, 18

[L. S.]

Juge de paix.

48 V., c. 34, form. F.

FORMULE G.

*Mandat d'emprisonnement pour mettre l'aliéné sous garde sûre
durant l'enquête.*

Province de Québec, }
District de . }

A tous les constables ou autres officiers de paix, ou aucun
d'eux, dans le district de ou comté de
et au gardien de la prison commune de

Attendu que le jour du mois de
une dénonciation sous serment, a été reçue devant
moi ou nous, l'un (ou suivant le cas) des juges de paix de
Sa Majesté, dans et pour le district de, ou comté de ,
que C. D. est aliéné, et qu'il est dangereux de le laisser en
liberté :

Et attendu que l'audition de la plainte est fixée au
jour de , à heures
midi, dans la salle d'audience (*indiquer le
lieu*) et qu'il est nécessaire que le dit C. D. soit tenu sous
garde sûre ;

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre
vous les dits constables, ou autres officiers de paix, ou
aucun de vous, au nom de Sa Majesté, de conduire le dit
C. D. à la prison commune de , dans le district
de , et de le remettre là et alors, entre les mains
et sous la garde du dit gardien de la prison, avec le pré-
sent mandat, ou de le détenir sous votre garde ou de le con-
fier à la garde. . . . (*suivant le cas.*)

Et je ou nous vous enjoins de ramener le dit C. D., aux
temps et lieu requis par l'audition ainsi fixée comme sus-
dit, devant tel juge ou juges de paix, pour le dit district
ou comté qui pourra ou pourront s'y trouver pour conti-
nuer l'enquête concernant son état mental, et y procéder
suivant le cours de la loi.

Donné sous mon ou notre seing et sceau, à ce
jour de , dans l'an de
Notre-Seigneur, 18
[L. S.]

Juge de paix.
48 V., c. 34, form. G.

FORMULE H.

Mandat final d'internement.

Province de Québec, }
District de }

A tous constables, ou autres officiers de paix, ou aucun
d'eux, dans le district de ou comté de, et aux propriétaires
de l'asile d'aliénés de

Attendu qu'une information a été déposée devant moi ou nous, l'un (*ou suivant le cas*) des juges de paix de sa Majesté, dans et pour le district de, ou comté de sur le serment de , que C. D. est aliéné, et qu'il est dangereux de le laisser en liberté ;

Attendu qu'une enquête a été faite par moi ou nous relativement à l'état mental du dit C. D. ;

Et attendu que j'ai ou nous avons trouvé et jugé que le dit C. D. était aliéné et qu'il est dangereux de le laisser en liberté ;

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, vous, les dits constables, ou autres officiers de paix, ou aucun de vous, de prendre le dit C. D., et de le conduire en sûreté à l'asile d'aliénés connu sous le nom de ; et là et alors, le livrer aux propriétaires du dit asile avec le présent mandat ; et je vous enjoins ou nous vous enjoignons, vous, les dits propriétaires du dit asile, de recevoir sous votre garde, le dit C. D., et de le garder en sûreté, jusqu'à ce que le bon plaisir du lieutenant-gouverneur soit connu, et jusqu'à ce qu'il soit élargi suivant la loi.

Donné sous mon ou notre seing et sceau, à ce
jour de dans l'an de Notre-
Seigneur, 18
[L. S.]

(Juge de paix.)
48 V., c. 34, form. H.

FORMULE I.

Mandat d'arrestation d'un patient qui s'échappe d'un asile d'aliénés.

Province de Québec,)
District de . }

Asile d'aliénés de
A , et à tous les constables ou officiers de
paix du comté de , dans le district de

Attendu que le jour du mois de
durant le mois à compter de , C. D., un
aliéné interné dans l'asile d'aliénés de , dont je suis
le médecin interne ou le médecin-assistant-interne, (*suivant le cas*), s'est échappé du dit asile ;

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, vous les dits constables, ou officiers de paix, au nom de Sa Majesté, d'arrêter de nouveau, le dit C. D., et de le conduire en sûreté à cet asile, et de le remettre à ma charge.

Donné sous mon seing et sceau, à ce jour du
mois de , en l'an de Notre-Seigneur, 18 .

[L. S.]

Médecin interne ou médecin-assistant interne.
(suivant le cas)

48 V., c. 34, form. I.

FORMULE J.

Demande de garder temporairement un aliéné.

Je,

(degré de parenté) de

(nom du patient)

interné dans l'asile de , admis le
(date de l'admission) sollicite du bureau médical
la permission de garder chez moi le dit ,
et je m'engage à prendre soin du dit , tant
qu'il restera ainsi chez moi, et ce pour l'espace de ,
à compter de ce jour et à envoyer au bureau médical, tous
les jours, un rapport de l'état physique et mental du
dit pendant la dite période ; je m'engage en
outre à ramener le dit au dit asile à l'ex-
piration du délai fixé, ou lorsque j'en serai requis par le
bureau médical, le tout sans charge aucune et sans frais

Daté à

ce jour de 18 . }

(Signature du requérant)

TÉMOINS }

(Adresse.)

48 V., c. 34, form. J.

SECTION III.

DES ASILES PRIVÉS D'ALIÉNÉS.

§ 1.—Dispositions déclaratoires et interprétatives.

Application
de cette loi.

3237. Rien de contenu dans cette section ne s'étend à
l'asile d'aliénés à Beauport près de Québec. S. R. C., c. 78,
s. 110.

3238. Dans cette section et les cédules y annexées, les mots et expressions suivants ont les diverses significations qui leur sont attribuées, à moins qu'il n'y ait quelque chose dans le sujet ou le contexte qui répugne à cette interprétation, c'est-à-dire :

" District," signifie un district dans la province ; District.

" Aliéné," s'entend de tout insensé, idiot, lunatique, ou personne dont l'esprit est dérangé ; Aliéné.

" Patient," s'entend de toute personne reçue ou détenue comme aliénée, ou dont il est pris soin comme d'un aliéné. Patient.

" Propriétaire," signifie toute personne à qui une licence est accordée en vertu des dispositions de cette section, et toute personne tenant, possédant ou ayant quelque intérêt, ou exerçant les fonctions ou pouvoirs d'un propriétaire d'une maison sous licence ; Propriétaire.

" Greffier de la paix," signifie tout greffier de la paix, et toute personne agissant comme greffier de la paix, et tout député dûment nommé ; Greffier de la paix.

" Juge," s'entend d'un juge de paix ; Juge.

" Médecin en charge ou de l'établissement," signifie tout médecin qui tient une maison sous licence, ou qui prend soin, en sa qualité de médecin, d'une telle maison ; Médecin en charge.

" Médecin," s'entend de toute personne du sexe masculin, autorisée à pratiquer la médecine, la chirurgie, et l'art obstétrique en cette province ; Médecin.

" Maison sous licence," signifie une maison autorisée par une licence obtenue conformément aux dispositions de cette section. S. R. C., c. 73, s. 109. Maison sous licence.

§ 2.—Des licences pour tenir ces asiles.

3239. Les juges de paix, dans tout district de la province, réunis en session générale, peuvent accorder à qui ils le jugent à propos une licence pour tenir une maison dans le but de recevoir des aliénés de tout sexe ou toute classe d'aliénés dans le district. S. R. C., c. 73, s. 1.

Octroi des licences pour tenir asiles.

§ 3.—Des formalités pour obtenir la licence.

3240. La personne qui désire tenir une maison sous licence, pour la réception des aliénés, est tenue d'en donner avis au greffier de la paix du district, dans lequel cette maison est située, quatorze jours francs au moins avant les sessions générales du district. S. R. C., c. 73, s. 19.

Avis à cet effet au greffier de la paix.

3241. Cet avis doit contenir le nom et prénoms, le lieu de résidence, le métier ou la profession de la personne qui demande la licence, et un état fidèle et détaillé des intérêts ou droits qu'elle a dans la maison,—

Contenu de l'avis.

Et si elle ne se propose pas de résider elle-même dans la

maison sous licence,—les nom et prénoms, le lieu de résidence et l'occupation du surintendant qui doit y résider. S. R. C., c. 73, s. 20.

Plan de la maison.

3242. L'avis est accompagné d'un plan de la maison, dressé d'après une échelle de pas moins d'un huitième de pouce au pied, indiquant :

Site.

1. L'emplacement de la maison ;

Longueur des chambres.

2. La longueur, la largeur et la hauteur des chambres ou appartements qui s'y trouvent, ainsi qu'un renvoi par chiffre ou lettres à chaque chambre ou appartement ;

Étendue du terrain.

3. Un état de la quantité de terrain non occupé par des bâtisses, attaché à cette maison, et exclusivement approprié à l'usage, l'exercice et la récréation des patients que l'on se propose d'y recevoir ; et aussi,

Nombre de patients.

4. Un état du nombre de patients que l'on se propose de recevoir dans la maison, indiquant si la licence ainsi demandée est pour la réception des hommes ou des femmes, ou des deux sexes à la fois,

Et, si elle est pour la réception des hommes et des femmes, un état du nombre des patients de chaque sexe que l'on peut recevoir, et des moyens adoptés pour tenir et garder séparément les patients de chaque sexe. S. R. C., c. 73, s. 21.

Avis, etc., mis devant les juges de paix.

3243. Les avis, plan et état, aussitôt transmis au greffier de la paix, sont, par lui, mis devant le juge de paix du district, à l'époque où ils prennent en considération la demande de la licence. S. R. C., c. 73, s. 22.

Destitution du surintendant.

3244. La personne qui obtient ainsi une licence peut destituer le surintendant nommé dans l'avis, et, en tout temps, en nommer un autre, en donnant aux visiteurs de la maison un avis des nom et prénoms, du lieu de résidence et de l'occupation du nouveau surintendant. S. R. C., c. 73, s. 23.

§ 4.—*Du renouvellement de la licence.*

Renouvellement de la licence, déclaration à cet effet.

3245. La personne qui demande le renouvellement d'une licence, doit transmettre, avec sa demande, au greffier de la paix du district, une déclaration signée du requérant, indiquant les noms et le nombre de patients de l'un et l'autre sexe, alors détenus dans la maison, pour laquelle la licence est demandée. S. R. C., c. 73, s. 29.

Défaut de déclaration.

3246. Si elle obtient le renouvellement d'une licence sans faire cette déclaration, elle encourt, pour chaque offense, une amende de quarante piastres. S. R. C., c. 73, s. 30.

§ 5.—*De la forme de la licence.*

3247. Toute licence est, autant que faire se peut, en la forme mentionnée dans la cédule A, de cette section. Formule de la licence.

Elle est revêtue des seings et sceaux de trois ou d'un plus grand nombre de juges de paix du district, réunis en sessions, dont le président ou autre officier présidant ces sessions pour le temps d'alors, forment partie. Signatures.

Elle est accordée pour une période n'excédant pas treize mois, selon que les juges de paix le trouvent convenable. Durée de la licence.
S. R. C., c. 73, s. 31.

§ 6.—*Des devoirs du greffier de la paix après l'octroi de la licence.*

3248. Dans chaque cas où une licence pour la réception des aliénés est accordée par les juges de paix, le greffier de la paix du district est tenu, dans les quatorze jours après l'octroi de la licence, d'en transmettre une copie au secrétaire de la province. S. R. C., c. 73, s. 27. Copie de la licence au sec. prov.

3249. Tout greffier de la paix, qui omet de transmettre cette copie dans le temps prescrit, encourt, pour chaque omission, une amende n'excédant pas quatre-vingts piastres. S. R. C., c. 73, s. 28. Pénalité pour omission de la transmettre.

§ 7.—*Des frais de la licence et de leur emploi.*

3250. Il est payé, au greffier de la paix, pour chaque licence, une somme de deux piastres par patient que l'on entend recevoir dans la maison. Frais payés au greffier de la paix.

Si le montant total des sommes de deux piastres ne s'élèvent pas à soixante piastres, il est payé un montant suffisant, en outre, pour former la somme de soixante piastres.

Nulle licence n'est accordée à moins que la somme due pour icelle ne soit payée. S. R. C., c. 73, s. 33. Défaut de les payer.

3251. Si la période pour laquelle une licence doit être accordée est moindre que treize mois, les juges de paix peuvent réduire le paiement qui est fait pour cette licence, à une somme de pas moins de vingt piastres. S. R. C. c. 73, s. 34. Quand il y a réduction du prix de la licence.

3252. Tous les deniers à percevoir pour licences accordées par des juges de paix, en vertu de cette section, sont employés, par le greffier de la paix du district, à payer le salaire ou les appointements du secrétaire des visiteurs du district, et à payer et défrayer les charges, frais et dépenses encourus en vertu de l'autorité de ces juges de paix ou vi- Emploi des deniers provenant des licences.

siteurs, en exécution et en conformité de cette section. S. R. C., c. 73, s. 35.

Compte des
deniers reçus
par le greffier
de la paix.

3253. Le greffier de la paix de chaque district tient un compte de tous les deniers par lui reçus et payés en vertu ou en exécution de la présente section ; les comptes sont faits jusqu'au dernier jour de décembre de chaque année inclusivement, et signés par deux visiteurs au moins du district ; ces comptes sont mis, par le greffier de la paix, devant les juges de paix, aux premières sessions générales de l'année suivante. S. R. C., c. 73, s. 36.

§ 8.—*Du cautionnement pour obtenir la licence.*

Cautions du
requérant.

3254. Nulle licence n'est accordée ni renouvelée, à moins que la personne, à qui la licence est accordée ou en faveur de qui elle est renouvelée, ne donne à Sa Majesté un cautionnement pour la somme de quatre cents piastres, avec deux cautions solvables pour la somme de deux cents piastres chacune, ou une seule caution solvable pour la somme de quatre cents piastres, sous la condition ordinaire de bonne conduite de la part de cette personne, durant le temps pour lequel la licence est accordée ou renouvelée. S. R. C., c. 73, s. 32.

§ 9.—*De l'étendue de la licence.*

Une seule
licence pour
chaque mai-
son.
Proviso.

3255. Nulle licence ne doit affecter ni comprendre plus d'une maison ;

Cependant, s'il se trouve des bâtisses ou lieux détachés de la maison sous licence, mais qui n'en sont pas séparés par un terrain appartenant à une autre personne, et si ces bâtisses ou lieux sont spécifiés, tracés et désignés dans l'avis, le plan et l'état qui doivent être transmis comme ci-dessus prescrit, en la même manière, à tous égards, que s'ils eussent fait partie de cette maison, alors ces lieux ou bâtisses détachés peuvent être compris dans la licence de la maison, si les juges de paix le jugent à propos ; et s'ils sont ainsi compris, ils sont considérés comme faisant partie de la maison pour les fins de cette section. S. R. C., c. 73, s. 24.

Changements
ou additions
dans les asi-
les.

3256. Il n'est rien changé ni ajouté à une maison sous licence ou à ses dépendances, à moins qu'avis par écrit des changements ou additions, accompagné d'un plan fait d'après l'échelle et de la description mentionnés dans l'article 3242, n'ait été préalablement donné au greffier de la paix par celui à qui la licence a été accordée, ni à moins que le consentement par écrit de deux des visiteurs n'ait été préalablement obtenu. S. R. C., c. 73, s. 25.

§ 10.—*Du transfert de la licence.*

3257. Si la personne à qui une licence est accordée vient, par cause de maladie, ou pour toute autre raison valable, incapable de tenir la maison sous licence, ou si elle décède avant l'expiration de la licence, trois juges de paix du district, dont l'un est un juge de la cour supérieure, peuvent, par un écrit au dos de la licence, sous leur seing, transférer cette licence, avec toutes les obligations et privilèges y attachés, pour le terme alors non expiré, à celui qui, lors du décès ou de l'incapacité, était surintendant de la maison ou avait le soin des patients y détenus, ou à toute autre personne approuvée par les juges de paix.

Cas où la licence est transférable.

Dans l'intervalle, cette licence reste en vigueur, et a le même effet que si elle eût été accordée au surintendant de la maison. S. R. C., c. 73, s. 37.

Effet de la licence dans l'intervalle.

3258. Si une licence a été accordée à deux ou à un plus grand nombre de personnes et que, avant son expiration, une de ces personnes décède et que l'autre ou les autres lui survivent, la licence reste en vigueur et a le même effet que si elle eût été accordée à l'un des survivants ou à tous. S. R. C., c. 73, s. 38.

Au survivant la licence.

§ 11.—*De la licence dans le cas de changement de maison.*

3259. Si une maison sous licence est abattue ou occupée, en vertu des dispositions d'une loi du parlement de la Puissance, ou de cette législature ; ou,

Transfert des patients.

Si par force majeure, par le feu, le vent, ou tout autre accident, elle n'est plus propre au logement des aliénés ; ou,

Si la personne qui tient la maison désire transférer les patients dans une autre,

Deux ou un plus grand nombre des juges de paix visiteurs du district, dans lequel la nouvelle maison est située, peuvent, sur paiement fait au greffier de la somme de pas moins de quatre piastres, accorder à celui dont la maison a été ainsi abattue, occupée ou rendue impropre ou qui désire transférer ses patients, une licence ou une autorisation pour tenir cette autre maison pour la réception des aliénés, pour le temps que ces juges de paix trouvent convenable.

Instructions à cet effet.

Le même avis du changement projeté de maison, et les mêmes plans, états et descriptions de la nouvelle maison ne doivent être donnés que pour la première demande d'une licence, et sont accompagnés d'une déclaration par écrit de la cause du changement de maison.

Avis du changement de maison, etc.

Sauf et excepté les cas où le changement de maison est causé par le feu ou par le vent, un avis de sept jours

Délai de l'avis.

francs est préalablement donné du transfert projeté par celui à qui la licence pour tenir la première maison a été accordée, à la personne qui a signé l'ordre de réception de chaque patient, ou à la personne qui a fait le dernier paiement pour chaque patient. S. R. C., c. 73, s. 39.

§ 12.—*De la révocation de la licence.*

Recommandation de révocation de la licence.

3260. Si la majorité des juges de paix d'un district réunis en session générale, recommandent au lieutenant-gouverneur qu'une licence accordée soit révoquée, ou ne soit pas renouvelée, ces juges de paix sont tenus, avant de faire cette recommandation, d'en donner, au préalable, sept jours d'avis à celui à qui la licence a été accordée, ou au surintendant de la maison sous licence, ou d'y laisser copie de l'avis. S. R. C., c. 73, s. 40.

Révocation par le lieutenant-gouverneur.
Effet de la révocation.

3261. Sur réception de cette recommandation, le lieutenant-gouverneur peut révoquer la licence, par un écrit sous son seing et sceau, ou en prohiber le renouvellement. Si elle est révoquée, la révocation prend force et effet à l'époque indiquée dans l'écrit, et cette époque ne doit pas être éloignée de plus de deux mois après la publication de la copie ou de l'avis dans la gazette officielle. S. R. C., c. 73, s. 41.

Avis de la révocation au porteur de la licence.

3262. Une copie ou un avis de la révocation est transmis à la personne qui a obtenu la licence, ou au surintendant résident, ou est laissé dans la maison sous licence; après quoi, cet avis doit être publié dans la gazette officielle. S. R. C., c. 73, s. 42.

§ 13.—*De l'admission des patients dans les maisons sous licence, et des formalités d'admission.*

Ordre pour l'admission des patients.

3263. Nulle personne, qu'elle soit aliénée ou représentée comme telle, pour laquelle une somme d'argent est ou doit être reçue pour pension, logement ou autre cause, ne doit être reçue ou gardée dans une maison sous licence d'aliénés, sans un ordre donné sous le seing de quelque individu, suivant la formule, et avec les détails voulus par la cédule B, de cette loi, ni sans un certificat dressé suivant la formule de la cédule C, donné par deux médecins qui ne sont ni associés, ni frères l'un de l'autre, ni dans les relations de père à fils, et dont chacun a séparément et personnellement examiné la personne dont il s'agit au moins sept jours francs avant la demande de son entrée dans cette maison; le certificat est signé et daté, le jour même où la personne a ainsi été examinée. S. R. C., c. 73, s. 43.

3264. Tout médecin, signant ce certificat, doit préciser les faits résultant soit de ses propres observations, soit des renseignements obtenus de toute autre personne, d'après lesquels il a formé l'opinion que celui auquel le certificat se rapporte est un aliéné, un insensé, un idiot, ou une personne dont l'esprit n'est pas sain. S. R. C., c. 73, s. 44.

Faits que le médecin doit certifier.

3265. Aucun médecin, s'il est, ou si son père, frère, fils ou associé est propriétaire unique ou partiel, ou s'il est lui-même le médecin en charge d'une maison sous licence, ne doit signer de certificat pour la réception d'un patient dans cette maison ; et aucun médecin qui signe, ou dont le père, le frère, le fils ou l'associé signe l'ordre ci-dessus requis pour la réception d'un patient, ne doit signer le certificat pour la réception du même patient. S. R. C., c. 73, s. 49.

Cas où il est défendu au médecin de donner un certificat.

3266. L'espèce d'aliénation mentale de chaque patient reçu dans une maison sous licence, doit être consignée dans les sept jours après sa réception, dans le livre des admissions par le médecin en charge de la maison ; et tout médecin en charge qui omet de faire cette consignation dans le délai susdit, encourt, pour chaque contravention, une amende n'excédant pas dix piastres. S. R. C., c. 73, s. 51.

Désignation de l'espèce d'aliénation dont le patient est atteint.

§ 14.—*De l'admission dans les maisons non sous licence, et des formalités d'admission.*

3267. Personne ne doit recevoir en pension, ni ne doit loger dans une maison non sous licence, en vertu de la présente section, ni prendre la garde ou le soin d'un aliéné, sans avoir au préalable obtenu les certificats des médecins requis par la présente section pour l'admission d'un aliéné dans une maison sous licence. S. R. C., c. 73, s. 45.

Certificat nécessaire pour l'admission dans les maisons non sous licence.

3268. Toute personne peut, dans des circonstances spéciales, être reçue dans une maison non sous licence et sur cet ordre et avec le certificat d'un médecin seulement, pourvu que l'ordre indique les circonstances spéciales qui ont empêché la personne d'être examinée par deux médecins ; mais, en pareil cas, un autre certificat doit être signé par quelque autre médecin qui n'est pas attaché à une maison sous licence, et qui a spécialement examiné la personne dans les trois jours après sa réception dans la maison. S. R. C., c. 73, s. 47.

Cas où le certificat d'un seul médecin suffit.

§ 15.—*Des pouvoirs des propriétaires de maisons sous licences.*

3269. Tout propriétaire ou surintendant d'une maison sous licence qui reçoit un ordre conforme à cette section, ac-

Pouvoir des personnes ayant licence

de détenir
aliénés, etc.

compagné d'un certificat de médecin, pour admettre et garder une personne aliénée, et les assistants et serviteurs du propriétaire ou du surintendant, peuvent recevoir et détenir ce patient, et en prendre soin jusqu'à son décès, son transfert ou son élargissement par l'autorité légitime.

Reprise des
patients en
cas d'évasion

En cas d'évasion, ils peuvent reprendre le patient, en tout temps, dans les quatorze jours après son évasion, et le détenir de nouveau comme dit en l'article 3271. S. R. C., c. 73, s. 88.

Sous l'autori-
té de qui les
patients peu-
vent voyager
pour le bien
de leur santé.

3270. Le propriétaire ou le surintendant de toute maison sous licence peut, avec le consentement par écrit de deux des visiteurs de la maison, envoyer ou conduire sous son propre contrôle ou sous celui d'une personne compétente, tout patient en un lieu spécifié et pendant un temps défini, pour le bien de sa santé ; mais avant de donner ce consentement, l'approbation par écrit de la personne qui a signé l'ordre pour l'admission du patient, ou qui a fait le dernier paiement pour lui, doit être produit aux visiteurs, à moins que, pour cause, ils ne l'exigent ou en dispensent la personne. S. R. C., c. 73, s. 86.

Circonstan-
ces temporel-
les qui n'af-
fectent pas
l'ordre et les
certificats pri-
mitifs.

3271. Dans le cas où un patient est, en vertu des pouvoirs et dispositions de la présente section, éloigné temporairement de la maison sous licence dans laquelle l'ordre avait été donné de l'admettre, ou transféré de cette maison dans une nouvelle, et aussi dans le cas où un patient s'est évadé de cette maison, et est repris dans les quatorze jours après son évasion, les certificats et l'ordre original pour l'admission du patient, restent respectivement en vigueur, de la même manière que si le patient n'eût pas été transféré ou déplacé, ou ne se fût pas évadé et n'eût pas été repris. S. R. C., c. 73, s. 87.

Moyens de dé-
fense en cas
de poursuite.

3272. Dans tout bref ou acte d'accusation, toute information, action et autre procédure faite ou portée contre le propriétaire ou le surintendant, ou contre l'assistant ou le serviteur du propriétaire ou surintendant, pour avoir pris, gardé, détenu ou repris une personne quelconque comme aliénée, la partie contre laquelle, plainte est portée, peut produire cet ordre et les certificats comme défense ; et cet ordre et ces certificats lui servent de justification pour avoir pris, gardé, détenu ou repris l'aliéné ou prétendu aliéné. S. R. C., c. 73, s. 89.

§ 16.—*Des devoirs des propriétaires.*

Avis d'admis-
sion, transmis
au secrétaire
des visiteurs.

3273. Quiconque reçoit en pension ou loge dans une maison non sous licence, ou prend la garde ou le soin d'un aliéné, doit, dans les trois mois après l'avoir reçu dans sa

maison ou sous ses soins, transmettre au secrétaire des visiteurs du district une copie des certificats de médecin, scellée et portant au revers les mots " rapport privé ;" telle personne doit aussi, si l'aliéné continue à demeurer dans sa maison ou reste sous ses soins, transmettre au secrétaire, le premier jour de janvier de chaque année, ou sept jours francs après, un certificat signé de deux médecins désignant l'état actuel de l'aliéné, et portant au revers les mêmes mots " rapport privé."

Tous ces rapports privés sont conservés par le secrétaire et ouverts à l'inspection des visiteurs seulement. S. R. C., c. 73, s. 46.

Conservation
des rapports
privés.

3274. Tout propriétaire ou surintendant, qui reçoit un patient dans une maison sous licence, doit, dans le délai de deux jours après la réception du patient, faire une entrée relative à ce patient, dans un livre tenu à cet effet, et appelé : " livre des admissions," suivant la forme, et contenant les détails exigés dans la cédule D, de cette loi, en tant qu'il peut les constater, excepté quant à l'espèce d'aliénation mentale, et quant à l'élargissement ou au décès du patient, qui sont inscrits à l'instant même où ils ont lieu.

Livres qui
sont tenus et
entrées qui y
sont faites.

Quiconque reçoit un patient, et ne fait pas l'entrée ci-dessus dans le cours de deux jours, sauf les exceptions ci-dessus mentionnées, devient passible d'une amende de dix piastres au plus. S. R. C., c. 73, s. 50.

Penalités
pour défaut
d'entrées.

3275. Le propriétaire ou le surintendant résidant de chaque maison sous licence, doit transmettre, après deux jours francs, et avant l'expiration de sept jours francs, depuis le jour où le patient a été reçu dans la maison, une copie de l'ordre et des certificats du médecin sur lesquels cette personne a été reçue, et aussi un avis et une déclaration en la forme de la cédule E, de cette loi, adressée au secrétaire des visiteurs dans la juridiction desquels la maison est située. S. R. C., c. 73, s. 52.

Propriétaire
tenu de trans-
mettre copie
de l'ordre au
sec. des visi-
teurs.

§ 17.—Des devoirs des propriétaires au cas de décès d'un aliéné.

3276. Advenant le décès d'un patient dans une maison sous licence, un exposé de la cause du décès, indiquant les noms des personnes présentes au décès, doit être dressé et signé par le médecin de la maison ; et copie de cet exposé, dûment certifiée par le propriétaire ou le surintendant de la maison, est par lui transmise, dans les quarante-huit heures après le décès du patient, au coroner le plus voisin, et au secrétaire des visiteurs dans la juridiction desquels la maison est située, ainsi qu'à la personne qui a signé l'ordre de détenir le patient,—et si cette personne est dé-

Certificat re-
quis en cas de
décès.

cédée ou absente de la province,—à la personne qui a fait le dernier paiement pour le compte du patient.

Pénalité pour défaut de le faire.

Tout médecin en charge, propriétaire ou surintendant qui néglige, ou fait défaut de dresser, signer, certifier ou transmettre tel exposé comme susdit, devient passible, pour chaque omission ou défaut, d'une amende n'excédant pas deux cents piastres. S. R. C., c. 73, s. 55.

§ 18.—*Des devoirs des propriétaires, au cas d'évasion d'un aliéné.*

Avis dans le cas d'évasion des patients.

3277. Chaque fois qu'un patient s'évade d'une maison sous licence, le propriétaire ou le surintendant d'icelle est tenu dans le délai de deux jours francs, après cette évasion, de transmettre un avis, par écrit, du fait au secrétaire des visiteurs dans la juridiction desquels la maison est située.

Contenu de l'avis.

L'avis doit indiquer les nom et prénoms du patient évadé, l'état mental où il se trouvait lors de son évasion, et les circonstances qui l'ont accompagnée.

Avis si le patient est ramené.

Si le patient est ramené, le propriétaire ou le surintendant résident est tenu d'en donner avis, par écrit, au secrétaire des visiteurs, dans les deux jours francs après qu'il a été ramené.

Contenu de cet avis.

Cet avis doit indiquer le moment où le patient a été ramené, les circonstances sous lesquelles il l'a été, et s'il l'a été avec ou sans un nouvel ordre, et sans de nouveaux certificats.

Pénalité pour défaut de transmettre cet avis.

Tout propriétaire ou surintendant résident, qui omet de transmettre l'avis d'évasion ou de retour, encourt, pour chaque omission, une amende de quarante piastres. S. R. C., c. 73, s. 53.

§ 19.—*Des devoirs des propriétaires, au cas d'élargissement des patients.*

Entrée de l'élargissement ou du transfert des patients.

3278. Chaque fois qu'un patient est élargi ou transféré d'une maison sous licence, ou y décède, le propriétaire ou le surintendant de la maison doit, dans un délai de deux jours francs après son élargissement, son transfert ou son décès, en faire une entrée dans un livre, tenu à cet effet, en la forme et avec les particularités de la cédule F, de cette loi.

Avis de l'élargissement.

Il doit également transmettre, dans le même délai de deux jours, un avis par écrit de cet élargissement, de ce transfert ou de ce décès, et des causes qui l'ont occasionné, si elles sont connues, au secrétaire des visiteurs dans la juridiction desquels la maison est située, en la forme et avec les particularités de la cédule G. S. R. C., c. 73, s. 54.

§ 20.—*Des devoirs des propriétaires à l'égard des visiteurs.*

3279. Le propriétaire ou le surintendant de toute maison sous licence doit faire voir aux visiteurs, qui l'inspectent, chaque partie de la maison, et chaque personne y détenue comme aliénée. S. R. C., c. 73, s. 64.

Devoirs du prop. ou du surintendant à l'égard des visiteurs.

3280. A chaque visite des visiteurs dans une maison sous licence, le propriétaire ou le surintendant de la maison doit leur soumettre :

Ce qu'ils doivent soumettre.

1. Une liste de tous les patients alors détenus dans la maison, distinguant les hommes des femmes, et indiquant ceux qui sont considérés comme curables ;

Liste des patients.

2. Les différents livres que la présente section prescrit aux propriétaires ou au surintendant ou médecin en charge d'une maison sous licence de tenir ;

Livres.

3. Les ordres et certificats relatifs aux patients admis depuis la dernière inspection des visiteurs ;

Ordres et certificats.

4. La licence alors en vigueur pour la maison ; et

Licence.

5. Tous autres ordres, certificats, documents et papiers relatifs à tout patient admis dans la maison à quelque époque que ce soit, et que les visiteurs peuvent exiger de temps à autre.

Autres documents.

Les visiteurs doivent signer les livres comme leur ayant été produits. S. R. C., c. 73, s. 67.

Signature des livres produits.

3281. Copie du plan donné aux juges de paix, lors de la demande d'une licence, doit être appendue au mur dans quelque endroit apparent de chaque maison sous licence.

Ce qui est appendu aux murs des maisons sous licence.

Il est conservé, dans toute telle maison, un exemplaire de la présente section, imprimé, par l'imprimeur de la reine, relié en un volume, qui est appelé "livre des visiteurs ;" et les visiteurs y inscrivent, lors de leurs visites, le résultat de leur inspection et des examens qu'il leur est ci-dessus prescrits, ou qu'il leur est loisible de faire, avec les observations qu'ils jugent à propos.

Livre des visiteurs.

Il est également tenu dans telle maison un livre appelé "livre des patients"; et les visiteurs y inscrivent à chaque visite, les observations qu'ils jugent convenables de faire relativement à l'état mental ou physique de tout patient détenu dans cette maison. S. R. C., c. 73, s. 68.

Livres des patients.

3282. Le propriétaire ou le surintendant de chaque maison sous licence, doit transmettre, dans les trois jours après chaque visite, au secrétaire des visiteurs, une copie vraie et correcte des entrées faites par eux dans le "livre des visiteurs," le "livre des patients," et le "livre des visites du médecin" respectivement, distinguant les entrées dans les différents livres. S. R. C., c. 73, s. 69.

Transmission de copie des entrées faites dans ces livres.

Soumission
de ces copies
aux juges de
paix.

3283. Les copies ainsi transmises au secrétaire des visiteurs, des entrées relatives à une maison sous licence, faites depuis l'octroi ou le dernier renouvellement de la licence d'icelle, sont soumises aux juges de paix, chaque fois qu'ils prennent en considération le renouvellement de la licence de la maison à laquelle elles se rapportent. S. R. C., c. 73, s. 70.

Pénalité con-
tre le surin-
tendant pour
chaque omis-
sion.

3284. Tout propriétaire ou surintendant qui omet de transmettre au secrétaire des visiteurs une copie vraie et correcte de toute telle entrée, encourt, pour chaque omission, une amende n'excédant pas quarante piastres. S. R. C., c. 73, s. 71.

§ 21.—*De l'élargissement des patients.*

Ordre de l'é-
largissement.

3285. Si la personne qui a signé l'ordre, en vertu duquel un patient a été reçu dans une maison sous licence, ordonne, par un écrit signé de sa main, que le patient soit élargi et transféré ailleurs, le patient doit l'être immédiatement. S. R. C., c. 73, s. 73.

Mode de pro-
céder si celui
qui a signé
l'ordre d'ad-
mission ne
peut donner
celui d'élar-
gissement.

3286. Si la personne est incapable, pour cause de folie ou d'absence de la province, ou pour toute autre cause que ce soit, de donner l'ordre de transférer ou élargir le patient, ou si elle vient à décéder, alors l'époux ou l'épouse du patient, ou s'il n'a pas d'époux ou d'épouse, son père, ou s'il n'a pas de père, sa mère, ou si la mère n'existe pas, alors un de ses plus proches parents, ou celui qui a fait le dernier paiement pour le compte de ce patient, peut donner, par écrit signé de sa main, l'ordre de le renvoyer ou de le transférer ; et là-dessus le patient est immédiatement élargi ou transféré en conséquence. S. R. C., c. 73, s. 74.

Si le médecin
s'oppose à la
mise en liber-
té du patient.

3287. Nul patient n'est élargi ou transféré d'une maison sous licence, en vertu d'aucun des pouvoirs ci-dessus mentionnés, si le médecin qui tient cette maison, ou qui en est le médecin en charge, certifie sous son seing que, dans son opinion, tel patient est un être dangereux qui ne doit pas être mis en liberté, indiquant, en même temps, les motifs sur lesquels cette opinion est fondée, à moins que les visiteurs de la maison, après avoir pris connaissance de ce certificat, ne consentent, par écrit, à l'élargissement ou au transfert du patient dans une autre maison. S. R. C., c. 73, s. 75.

Ce qui est
fait si le
médecin en
charge s'op-

3288. Si, après avoir interrogé le médecin en charge, les visiteurs élargissent le patient, et que ce médecin leur donne ses raisons, par écrit, contre cet élargissement ils

doivent transmettre cet exposé au secrétaire des visiteurs, lequel exposé doit être conservé et enregistré dans un livre tenu à cet effet. S. R. C., c. 73, s. 79.

3289. Rien de contenu en la présente section ne doit empêcher un patient d'être transféré d'une maison sous licence dans une autre maison sous licence ; mais en pareil cas, le patient est placé sous les soins et le contrôle d'une personne attachée à la maison où il est conduit ou d'où il est transféré, et reste ainsi sous son contrôle jusqu'à ce que ce transfert ait été dûment opéré. R. S. C., c. 73, s. 76.

Transfert d'un patient d'une maison sous licence dans une autre.

3290. Il est permis à deux visiteurs de faire l'inspection de toute maison sous licence, dans le cercle de leur juridiction, à telle heure de la nuit qu'ils jugent à propos. S. R. C., c. 73, s. 72.

Visites la nuit.

3291. Il est permis à deux ou plus des visiteurs d'une maison sous licence, dont l'un est médecin, de faire des visites spéciales à tout patient détenu dans cette maison, à tels jours et à telles heures qu'ils le jugent convenable ; et si, après deux visites distinctes et séparées, il paraît aux mêmes visiteurs que le patient est détenu sans cause suffisante, ils peuvent ordonner son élargissement ; et ce patient est élargi en conséquence. S. R. C., c. 73, s. 77.

Visites spéciales et ordres d'élargir les patients dans certains cas.

3292. Tout ordre donné par les visiteurs pour l'élargissement d'un patient est signé par eux ; mais ils ne peuvent donner l'ordre de faire sortir un patient de cette maison, sans avoir, au préalable, interrogé le médecin en charge de l'établissement, s'il se présente à cet effet, sur ce qu'il pense de la convenance d'élargir le patient. S. R. C., c. 73, s. 78.

Signature de l'ordre.

3293. Il doit y avoir un intervalle de pas moins de sept jours entre la première et la seconde visite spéciale ; et les visiteurs, sept jours avant la seconde visite spéciale, en donnent avis, soit par la poste, soit par une entrée dans le livre des patients, au propriétaire ou au surintendant de la maison sous licence où le patient que l'on propose de visiter, est détenu.

Intervalle entre chaque visite spéciale.

Ce propriétaire ou ce surintendant doit transmettre, sur le champ, par la poste s'il est possible, copie de cet avis à la personne par l'autorité de qui le patient a été reçu dans la maison ou par laquelle le dernier paiement pour le compte du patient a été fait, et aussi au secrétaire des visiteurs de la maison. S. R. C. c. 73, s. 80.

Transmission de copie de l'avis.

Aliénés dont les visiteurs ne peuvent ordonner l'élargissement.

3294. Aucun des pouvoirs ci-dessus délégués pour l'élargissement des patients, ne s'étend aux aliénés détenus en vertu d'un ordre ou par l'autorité du lieutenant-gouverneur, ou en vertu de l'ordre du tribunal de juridiction criminelle. S. R. C., c. 73, s. 81.

§ 22.—*De l'admission des parents aux asiles.*

Ordre d'admission des parents et amis du patient.

3295. L'un des visiteurs d'une maison sous licence peut, en tout temps, donner un ordre, par écrit sous son seing, pour admettre auprès du patient, détenu dans cette maison, tout parent ou ami du patient, ou tout médecin ou toute autre personne que le parent ou les amis de ce patient désirent faire admettre auprès de lui. S. R. C., c. 73, s. 83.

Étendue de cet ordre.

3296. Cet ordre peut être, soit pour une seule admission, soit pour un certain nombre d'admissions limitées, ou pour une admission générale en tout temps dans des limites raisonnables, avec ou sans restriction, quant à la présence d'un gardien, durant cette admission. S. R. C., c. 73, s. 84.

Pénalité en cas de refus, ou d'obstruction.

3297. Si le propriétaire ou le surintendant de la maison, refuse, empêche ou entrave l'admission auprès du patient, de tout parent, ami ou de toute autre personne qui produit cet ordre, il encourt, pour chaque refus, obstacle ou obstruction, une amende n'excédant pas quatre-vingts piastres. S. R. C., c. 73, s. 85.

§ 23.—*Des médecins dans les asiles*

Un médecin en charge pour cent patients ou plus.

3298. Chaque maison sous licence, pour cent patients ou plus, doit avoir un médecin comme surintendant ou en charge de l'établissement.

Visites journalières pour moins de 100.

Chaque maison sous licence, pour moins de cent et pour plus de cinquante patients, si cette maison n'est pas tenue par un médecin, ou s'il n'y réside pas de médecin, est visitée chaque jour par un médecin.

Visites hebdomadaires pour moins de 50.

Chaque maison sous licence, pour moins de cinquante patients, si cette maison n'est pas tenue par un médecin, ou s'il n'y réside pas de médecin, est visitée deux fois la semaine par un médecin.

Nombre de visites.

Les visiteurs peuvent ordonner que cette maison soit visitée par un médecin en tout autre temps, mais pas plus souvent qu'une fois par jour. S. R. C., c. 73, s. 58.

Un médecin pour onze pa-

3299. Si une maison est sous licence pour moins de onze patients, deux des visiteurs de cette maison, s'ils le jugent convenable, peuvent permettre, par un écrit sous leurs seings, qu'elle soit visitée par un médecin, à des intervalles

plus éloignés que deux fois par semaine, suivant qu'ils les tiennent ou moins. fixent ; mais non à des intervalles plus éloignés qu'une fois tous les quinze jours. S. R. C., c. 73, s. 59.

§ 24.—*Des devoirs et pouvoirs des médecins.*

3300. Tout médecin, s'il n'y en a qu'un qui tienne une maison sous licence, ou qui y réside ou la visite, et s'il y a deux ou plusieurs médecins qui tiennent une telle maison ou y résident ou la visitent, alors, l'un au moins des deux médecins, doit, une fois par semaine, —ou s'il s'agit d'une maison où les visites peuvent se faire à des intervalles plus éloignés qu'une fois par semaine. —à chaque visite, entrer et signer, dans un livre tenu dans la maison à cet effet, et appelé : "le livre des visites du médecin," un rapport indiquant :

Entrées que doivent faire chaque médecin dans le livre des visites.

1. La date de la visite ;
2. Le nombre, le sexe, et l'état sanitaire de tous les patients alors dans la maison ;
3. Les noms et prénoms des patients soumis à la contrainte, à la réclusion, ou sous traitement médical, depuis la date du dernier rapport ;
4. La condition dans laquelle se trouve la maison, et le décès, la blessure ou l'acte de violence qui a eu lieu ou a affecté quelque patient depuis le dernier rapport, conformément à la formule qui se trouve dans la cédula (H), de cette loi ; et tout médecin qui omet d'entrer ou de signer ce rapport, encourt pour chaque omission, une amende de quatre-vingts piastres. S. R. C., c. 73, s. 60.

3301. Il est tenu, dans chaque maison sous licence, un livre appelé : "livre des cas de folie," dans lequel le médecin, qui tient cette maison, ou y réside, ou la visite, fait des entrées, de temps à autre, indiquant l'état mental et la condition physique de chaque patient, avec une description exacte des médicaments et autres remèdes prescrits pour le traitement de sa maladie.

Livre des cas de folie.

Les visiteurs, dans la juridiction desquels telle maison sous licence est située, peuvent, chaque fois qu'ils le jugent à propos, requérir, par un ordre écrit, le médecin qui tient cette maison, ou y réside, ou la visite, de leur transmettre une copie correcte des entrées faites dans le "livre des cas de folie," tenu conformément aux dispositions de cette section, relativement au cas de tout patient qui est ou a été détenu dans telle maison ; et tout médecin qui néglige de tenir ce livre "des cas de folie," ou d'y entrer les détails de la maladie de chaque patient, ou de transmettre une copie de toute entrée conformément à tel ordre, encourt, pour chaque négligence, une amende n'excédant pas quarante piastres. S. R. C., c. 73, s. 61.

Transmission par le médecin de copie des entrées aux visiteurs.

§ 25.—*Des visiteurs d'asiles d'aliénés, leur nomination et leur serment.*

Visiteurs.
leur nomination.

3302. Les juges de paix, nomment, à la première session générale de chaque année après qu'ils ont accordé ces licences, et tant qu'une ou plusieurs des licences par eux accordées sont en vigueur, trois ou un plus grand nombre de juges de paix, et aussi un médecin ou plus, pour agir comme visiteurs de chaque maison autorisée par une licence à recevoir des aliénés dans ce district. S. R. C., c. 73, s. 2.

Mode de remplir les vacances.

3303. En cas de décès, d'incapacité, de démission ou de refus d'agir de la part d'un visiteur, les juges de paix du district peuvent, dans une session générale, en nommer un autre en son lieu et place. S. R. C., c. 73, s. 4.

Serment que les visiteurs doivent prêter.

3304. Les visiteurs prêtent, dans leur première assemblée, le serment suivant, qui leur est administré par un juge de paix, savoir :

“ Je, A. B., jure que je remplirai, avec prudence, impartialité et fidélité, toutes les charges et pouvoirs à moi délégués en vertu de la section troisième, du chapitre cinquième, du titre huitième des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les asiles privés des aliénés ; et que je tiendrai secret tout ce qui viendra à ma connaissance, dans l'exercice de ma charge, excepté que je sois requis de le divulguer par l'autorité légitime, ou en tant que je me croirai autorisé à le faire pour mieux remplir les devoirs qui me sont imposés par la dite section. Ainsi, que Dieu me soit en aide.” S. R. C., c. 73, s. 3.

§ 26.—*Des devoirs des greffiers de la paix, après la nomination des officiers.*

Noms des visiteurs, publiés par le greffier de la paix.

3305. Le greffier de la paix du district, pour lequel les visiteurs ont respectivement nommés, est tenu de publier, dans les quatorze jours après la date de leur nomination respective, une liste de leurs noms, lieux de résidence, occupations ou professions dans quelque papier-nouvelles ayant circulation dans le district, et de transmettre cette liste au lieutenant-gouverneur, dans les trois jours à compter de la date de leur nomination respective. S. R. C., c. 73, s. 5.

Amende en cas de défaut.

3306. Tout greffier de paix, trouvé en défaut sous quelque'un de ces rapports, encourt, pour chaque défaut, une amende n'excédant pas dix piastres. S. R. C., c. 73, s. 6.

§ 27.—*Des secrétaires des visiteurs et de leur serment.*

3307. Le greffier de la paix, ou quelque autre personne nommée par les juges de paix du district en session générale, agit comme secrétaire des visiteurs ainsi nommés. Secrétaire des visiteurs.

Le greffier somme les visiteurs de se réunir en temps et lieu, dans le but de remplir les devoirs à eux imposés par cette section, et selon que les juges de paix l'ordonnent en session générale. S. R. C., c. 73, s. 7. Convoque les assemblées.

3308. Toutes ces nominations et sommations sont faites, et ces assemblées sont tenues, aussi privéement que possible, de sorte que le propriétaire, le surintendant, ou la personne intéressée, employée ou concernée dans la maison qui doit être visitée, ne reçoive aucun avis de la visite. S. R. C., c. 73, s. 8. Réunions sont privées.

3309. Le secrétaire des visiteurs, doit prêter, à leur première assemblée, le serment suivant, qui lui est administré par l'un des visiteurs étant juge de paix, savoir : Serment du secrétaire des visiteurs.

“ Je, A. B., jure que je remplirai fidèlement les obligations et les devoirs qui me sont imposés comme secrétaire des visiteurs nommés pour le district de _____, en vertu de la section troisième, du chapitre cinquième, du titre huitième des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les asiles privés des aliénés ; et que je tiendrai secret tout ce qui viendra à ma connaissance dans l'exercice de ma charge, excepté que je sois obligé de les divulguer par l'autorité légitime : Ainsi, que Dieu me soit en aide.” S. R. C., c. 73, s. 9.

3310. Le nom, le lieu de résidence, l'occupation et la profession du secrétaire des visiteurs, que cette personne soit le greffier de la paix ou toute autre personne, sont, dans les quatorze jours après sa nomination, publiés par le greffier de la paix du district, dans quelque papier-nouvelles y ayant circulation ; et ils sont, dans les trois jours après la nomination, communiqués au lieutenant-gouverneur par le greffier de la paix. S. R. C., c. 73, s. 10. Publication du nom et du lieu de résidence du secrétaire.

3311. Tout greffier de la paix qui fait défaut à cet égard, encourt, pour chaque défaut, une amende n'excédant pas dix piastres. Pénalité en cas de négligences.

Chaque secrétaire des visiteurs reçoit, pour ses services, le salaire ou la rémunération, qui est payé à même les deniers ou le fonds ci-après mentionnés, que les juges de paix du district prescrivent en session générale. S. R. C., c. 73, s. 11. Salaire des secrétaires.

§ 28.—*De l'assistant du secrétaire des visiteurs et de son serment.*

Assistant-se-
crétaire.

3312. Si le secrétaire des visiteurs désire, en tout temps, employer un assistant pour l'aider à remplir les devoirs de sa charge, il doit constater son intention, et donner le nom de l'assistant proposé à l'un des visiteurs, qui est juge de paix ; et si ce visiteur l'approuve, il administre le serment suivant à cet assistant :

Son serment.

" Je, A. B., jure solennellement que je tiendrai fidèlement secret tout ce qui viendra à ma connaissance dans l'exercice de ma charge comme assistant du secrétaire des visiteurs nommés pour le district de _____, en vertu de la section troisième, du chapitre cinquième du titre huitième des Statuts refondus de la province de Québec, concernant les asiles privés des aliénés ; à moins que je ne sois contraint de le faire par l'autorité légitime : Ainsi, que Dieu me soit en aide." S. R. C., c. 73, s. 12.

Son salaire.

3313. Le secrétaire peut ensuite employer cet assistant à ses propres frais. S. R. C., c. 73, s. 13.

§ 29.—*Des qualités requises des visiteurs et secrétaires.*

Qualités pour
agir comme
visiteurs, etc.

3314. Nul n'agit comme visiteur, secrétaire ou assistant-secrétaire des visiteurs, ni n'accorde de licence, s'il est alors, ou s'il a été, dans l'année qui précède, directement ou indirectement, concerné dans une maison sous licence pour recevoir des aliénés, ou intéressé dans les profits en résultant. S. R. C., c. 73, s. 14.

Restrictions
imposées aux
médecins
lorsqu'ils sont
visiteurs.

3315. Nul médecin, s'il est visiteur, ne doit signer de certificat pour l'admission de patients dans une maison sous licence ou un hôpital, ni traiter professionnellement aucun patient dans cette maison ou cet hôpital, s'il n'a reçu instruction d'en faire la visite de la personne par l'ordre de qui ce patient y a été reçu, ou du secrétaire de la province, ou d'un juge de la cour supérieure, ou d'un curateur dûment nommé à l'interdiction du patient dans la province. S. R. C., c. 73, s. 15.

Si un visiteur,
ou le secré-
taire devient
intéressé, il
cesse d'agir
comme tel.

3316. Si un visiteur, ou le secrétaire, ou l'assistant-secrétaire du visiteur devient, après sa nomination, intéressé dans une maison sous licence pour recevoir des aliénés, ou dans les profits en résultant, ce visiteur, ce secrétaire ou cet assistant-secrétaire, devient dès lors inhabile et doit cesser d'agir en cette qualité. S. R. C., c. 73, s. 16.

3317. S'il est visiteur, tout médecin qui signe un certificat pour l'admission d'un patient dans une maison sous licence ou un hôpital, ou traite professionnellement un patient dans cette maison ou cet hôpital—excepté comme susdit—encourt, pour chaque offense, une amende de deux cents piastres. S. R. C., c. 73, s. 18.

Pénalité contre le médecin

§ 30.—*Des devoirs des visiteurs.*

3318. Toute maison sous licence, située dans la juridiction des visiteurs nommés en vertu de cette section, est visitée par au moins deux des visiteurs, dont l'un est médecin, quatre fois dans le cours de chaque année au moins, à tels jours et à telles heures du jour, et pendant tel espace de temps que les juges de paix, qui ont accordé la licence pour la maison, le prescrivent. S. R. C., c. 73, s. 62.

Maisons sous licence sont visitées par deux des visiteurs au moins.

3319. En visitant la maison, les visiteurs en examinent chaque partie, ainsi que les bâtiments, places et édifices qui y communiquent ou en sont détachés, mais non séparés par un terrain appartenant à quelqu'autre personne, et chaque partie des terrains et dépendances employés et occupés avec la maison.

Leurs devoirs pendant ces visites.

Ils visitent chaque patient qui y est détenu, s'enquière-
rent s'il est sous contrainte, et pour quelle raison, examinent l'ordre et les certificats donnés pour la réception des patients qui ont été reçus dans cette maison depuis la dernière visite des visiteurs, et entrent dans les livres des visiteurs une minute indiquant :

Perquisitions.

1. La condition où se trouve alors la maison et celle des patients ;

2. Le nombre de patients sous contrainte, avec les raisons qui la motivent ;

3. Les irrégularités, s'il en est, qui existent dans l'ordre ou le certificat ;

4. L'exécution ou la non exécution des suggestions précédentes, s'il en est, des visiteurs ; et

5. Toutes les autres observations qu'ils jugent à propos de faire, relativement à quelques unes des matières susdites, ou autrement. S. R. C., c. 73, s. 63.

3320. Les visiteurs, à chacune de leurs visites, dans une maison sous licence, doivent s'informer :

Renseignements que doivent demander les visiteurs.

1. Où se célèbre le service divin, pour quel nombre de patients, et quel en est le résultat ;

2. Quels occupations et amusements on procure aux patients, et quel en est le résultat ;

3. S'il a été adopté quelque système autre que celui de la coercition, et également quel en est le résultat ;

4. De la classification des patients ; et,
5. Demander tous autres renseignements qu'ils jugent utiles et à propos. S. R. C., c. 73, s. 65.

Renseignements qui doivent être donnés à ceux qui font des perquisitions.

Devoirs du secrétaire.

Site de la maison.

Nom du prop.
Date de l'admission.

Date du transfert.

Recours des personnes détenues illégalement.

Assignation des témoins par les visiteurs.

3321. Si quelqu'un s'adresse à un visiteur pour savoir si certaine personne est détenue dans une maison sous licence dans le cercle de sa juridiction, le visiteur, s'il est d'avis que cette demande est raisonnable, expédie un ordre signé au secrétaire des visiteurs.

Le secrétaire, en recevant cet ordre, et sur paiement d'une somme n'excédant pas vingt centins pour ses peines, doit chercher, parmi les états déposés chez lui, conformément à cette section, si la personne, au sujet de laquelle ces perquisitions sont faites, est, ou a été, pendant le cours des douze mois alors derniers, détenue dans quelque une des maisons sous licence dans la juridiction du visiteur ; et s'il appert que cette personne est ou a été ainsi détenue, le secrétaire doit remettre au requérant une déclaration par écrit, spécifiant :

1. La situation de la maison où la personne au sujet de laquelle ces perquisitions sont faites, paraît être ou avoir été détenue ;

2. Le nom du propriétaire ou du surintendant résident ;
3. La date de l'admission de la personne dans cette maison ; et,

4. Dans le cas où elle aurait été transférée ailleurs ou élargie, la date de son transfert ou de son élargissement. S. R. C., c. 73, s. 82.

3322. Si, après sa mise en liberté, une personne qui a été détenue dans une maison sous licence, considère qu'elle y a été injustement détenue, le secrétaire des visiteurs, dans la juridiction desquels la maison est située, est tenu de lui donner, ou à son procureur, à demande, et sans honoraires ni récompense, une copie de l'ordre et des certificats en vertu desquels elle a été détenue ;—le lieutenant-gouverneur peut faire poursuivre, au nom de la couronne, quiconque a pris part à l'arrestation illégale de quelqu'un des sujets de Sa Majesté, comme aliéné, et quiconque s'est rendu coupable de négligence ou de mauvais traitement à l'égard de tout patient ou de toute personne ainsi détenue. S. R. C., c. 73, s. 57.

§ 31.—*Du pouvoir des visiteurs de faire des enquêtes.*

3323. Les visiteurs de toute maison sous licence, ou deux de ces visiteurs peuvent, de temps en temps, sommer, par ordre sous leurs sceaux et sceaux, suivant la formule de la cédule J, de cette section, ou aussi semblable que faire se

peut, qui que ce soit de comparaître devant eux pour certifier, sous serment, la vérité des matières relativement auxquelles les visiteurs sont, par le présent, autorisés à s'enquérir, et les visiteurs sont autorisés à administrer ce serment.

Quiconque ne comparait pas devant les visiteurs conformément à l'assignation, ou ne donne pas d'excuse raisonnable de sa non-comparution,—ou quiconque comparait et refuse d'être assermenté ou interrogé,—encourt, sur conviction du fait devant l'un des juges de paix du district, pour chaque négligence ou refus, une amende n'excédant pas deux cents piastres. S. R. C., c. 73, s. 90.

Pénalité pour défaut de comparaître etc.

3324. Les visiteurs sommant une personne de comparaître et de rendre témoignage comme susdit, peuvent ordonner au secrétaire des visiteurs, de payer à cette personne les dépenses raisonnables encourues par elle pour comparaître en obéissance à l'assignation ;—ces dépenses sont considérées comme dépenses encourues par les visiteurs en exécution de cette section, et sont mises en compte et payées en conséquence. S. R. C., c. 73, s. 91.

Frais des témoins.

§ 32.—Des poursuites pour contraventions.

3325. Toute plainte ou dénonciation pour contravention à cette section, si une peine pécuniaire est imposée, peut être portée devant un juge de paix. S. R. C., c. 73, s. 92.

Plaintes devant les juges de paix.

3326. Si une personne est accusée sous serment, devant un juge de paix, de contravention à la présente section, ce juge de paix peut sommer le prévenu de comparaître aux temps et lieu qui sont fixés dans l'assignation ; et si elle ne comparait pas, sur preuve de signification de l'assignation, soit personnellement, soit par copie laissée à son dernier domicile, ou au lieu ordinaire de sa résidence, deux juges de paix peuvent entendre et juger l'affaire, ou émettre leur mandat pour appréhender cette personne et la conduire devant deux juges de paix. S. R. C., c. 73, s. 93.

Audition devant ce juge de paix.

3327. Si le prévenu comparait, en obéissance à l'assignation, ou s'il est arrêté en vertu d'un mandat, ou s'il ne comparait pas, deux juges de paix entendent la plainte ou dénonciation, et rendent la décision qui leur paraît juste. S. R. C., c. 73, s. 94.

Sentence.

3328. Les juges de paix, devant lesquels une personne est convaincue de contravention à cette section, et pour laquelle une peine pécuniaire est imposée, peuvent faire

Formule de conviction.

§ 34.—*Des appels.*

3332. Quiconque se croit lésé par l'ordre ou la décision d'un juge de paix, en vertu de la présente section, peut, dans les quatre mois après cet ordre, en appeler aux juges de paix en session générale, en, par l'appelant, donnant au préalable à l'intimé, avis par écrit de l'appel quatorze jours francs au moins, ainsi que de la nature ou matière d'icelui ; et en donnant, aussitôt après le dit avis, un cautionnement devant un juge de paix, avec deux bonnes cautions, portant qu'il continuera l'appel et exécutera la sentence du tribunal. S. R. C., c. 73, s. 100.

Appels.

3333. Sur preuve de la signification de l'avis et de la prestation du cautionnement, les juges de paix, en session générale, entendent et décident l'appel d'une manière sommaire ; ou, s'ils le jugent à propos, ils en ajournent l'audition jusqu'aux sessions générales suivantes ; et, s'ils ont de bonnes raisons, ils peuvent mitiger et diminuer la pénalité jusqu'à une somme non moindre que le quart de la pénalité imposée par cette section, faire remettre tous deniers prélevés en vertu de la décision dont est l'appel, et ordonner que d'autres dommages soient payés à la partie lésée, ou tels frais à l'une ou l'autre des parties, suivant qu'ils le trouvent juste et raisonnable ;—toute décision des juges de paix, en session générale, est finale et définitive à l'égard de toutes les parties, à toutes fins et intentions quelconques. S. R. C., c. 73, s. 101.

Comment ils sont jugés.

§ 35.—*Des actions contre les personnes mettant cette section à exécution.*

3334. Toute action ou poursuite intentée contre quelqu'un, pour faits opérés en vertu de cette section, doit être commencée dans les douze mois après l'élargissement de la partie intentant l'action, et portée dans le district où la cause de l'action a originé et non ailleurs. S. R. C., c. 73, s. 102.

Prescription des actions.

3335. Le secrétaire des visiteurs peut, sur leur ordre, poursuivre qui que ce soit pour contravention aux dispositions de la présente section, commise dans la juridiction de ces visiteurs, et exiger et recouvrer toute pénalité de quiconque s'en est rendu passible dans cette juridiction. S. R. C., c. 73, s. 104.

Quand le secrétaire des visiteurs peut poursuivre.

3336. Personne ne peut poursuivre qui que ce soit, pour contravention aux dispositions de cette section, ou pour une pénalité dont il se serait rendu passible en vertu d'icelle, si ce n'est sur l'ordre des visiteurs ayant juridic-

Autorisation nécessaire à cet effet.

tion dans le lieu où la cause de la poursuite a originé, et où la pénalité est encourue, ou si ce n'est du consentement du procureur général. S. R. C., c. 73, s. 106.

Ce qui est censé une preuve suffisante de l'avis, etc., requis dans le cas de poursuite.

3337. Si une personne est poursuivie pour avoir omis de transmettre ou envoyer une copie, une liste, un avis, un état ou autre document qu'il lui est ci-dessus prescrit de transmettre, et qu'elle prouve, par le témoignage d'une personne sous serment, que la copie, la liste, l'avis, l'état ou autre document au sujet duquel elle est poursuivie, a été mis, en temps opportun, au bureau de poste qu'il appartient, ou, — s'il s'agit de documents qui doivent être transmis à un greffier de la paix,—laissé au bureau de ces greffiers, et adressé convenablement, cette preuve a l'effet d'arrêter toute procédure ultérieure relativement à cette omission. S. R. C., c. 73, s. 107.

§ 36.—*Du plaidoyer des défendeurs.*

Plaidoyer du défendeur.

3338. Dans toute telle action ou poursuite, le défendeur peut, à son choix, plaider spécialement ou généralement non coupable, invoquer les dispositions de la présente section, et la matière spéciale en preuve dans tout procès porté en conséquence, et alléguer que la chose a été faite en vertu et en exécution de cette section ; si la chose paraît avoir été ainsi faite, ou si telle action ou poursuite a été portée dans un district autre que celui où la cause de l'action a originé, ou si elle n'a pas été commencée dans le temps plus haut limité, le jury rend un verdict en faveur du défendeur, et sur le prononcé de ce verdict, ou si le demandeur est débouté, ou discontinue sa poursuite après la comparution du défendeur, ou si, après contestation, jugement est rendu contre le demandeur, le défendeur recouvre double dépens, et a, pour les recouvrer, les mêmes recours que tout défendeur possède ou peut exercer en vertu de la loi, dans tous les autres cas. S. R. C., c. 73, s. 103.

§ 37.—*De l'emploi des pénalités.*

Emploi des pénalités.

3339. Toutes les pénalités, demandées en justice et recouvrées par le secrétaire des visiteurs, lui sont payées, et sont par lui versées dans la caisse du greffier de la paix du district ; et ce dernier les emploie et en rend compte, tel que ci-dessus prescrit à l'égard des deniers reçus pour licences par les greffiers de la paix. S. R. C., c. 73, s. 105.

Paiement des frais encourus par ordre des visiteurs.

3340. Les frais, charges et dépens encourus par ou en vertu de l'ordre des visiteurs, sont payés par le greffier de la paix du district, et inclus par lui dans le compte des re-

cettes et dépenses qu'il lui est ci-dessus prescrit de tenir. S. R. C., c. 73, s. 108.

3341. Toutes les pénalités ou pénalités réduites, une fois recouvrées, sont payées au greffier de la paix du district dans lequel l'offense a été commise, et sont, par lui, employées et mises en compte, tel que ci-dessus prescrit, à l'égard des deniers perçus pour licences accordées par les juges de paix du dit district ; et le surplus, si aucun il y a, provenant de la saisie-exécution, après le paiement de la dite pénalité ou pénalité réduite et des frais et dépens comme susdit, est payé à demande au propriétaire des meubles et effets ainsi vendus. S. R. C., c. 73, s. 98.

Emploi des
pénalités.

CÉDULE A.

D'après l'article 3247.

FORMULE DE LICENCE.

Sachez que nous, juges de paix soussignés, agissant dans et pour le de , assemblés en session générales (ou spéciales) certifions par le présent que A. B., de , dans , a remis au greffier de la paix du dit , un plan et description d'une maison et dépendances pour laquelle on demande une licence dans le but d'y recevoir des aliénés, située à , dans le comté de , (ou dans le cas d'une licence renouvelée) a livré au greffier de la paix pour le dit une liste du nombre de patients maintenant détenus dans une maison sous licence et ses dépendances, le jour de dernier, pour la réception des aliénés, située à , dans le comté de ; et nous, le tout mûrement considéré et approuvé, autorisons le dit A. B., et lui donnons pouvoir (le dit A. B. ayant ou n'ayant pas l'intention de résider en icelle) d'employer la dite maison et ses dépendances pour y recevoir aliénés du sexe masculin (ou du sexe féminin, ou du sexe masculin et du sexe féminin), pour l'espace de mois à compter de cette date.

Donné sous notre seing et sceau à ce jour de , dans l'année de notre seigneur mil huit cent

Témoin,

Y. Z.,
Greffier de la paix

R. S. C., c. 73, céd. A.

CÉDULE B.

D'après l'article 3263.

ORDRE POUR LA RÉCEPTION D'UN PATIENT.

Je, soussigné, vous requiers par les présentes de recevoir A. B., (aliéné, insensé, idiot ou dont l'esprit est dérangé) comme patient dans votre maison,

(Signé,)

Nom.

Occupation (si la personne en a une) lieu de résidence, degré de parenté (s'il y en a) et autres circonstances qui le lient avec le patient.

Nom du patient et son prénom au long ;

Sexe et âge ;

Marié, non marié, ou veuf ;

Genre de vie, et occupation antérieure (si la personne en avait une ;)

Lieu où le patient résidait auparavant ;

Croyance religieuse, en autant qu'elle est connue ;

Durée de l'attaque ;

Si c'est la première attaque ;

Son âge, (s'il est connu) lors de la première attaque ;

Si le patient est sujet à l'épilepsie ;

S'il a des dispositions au suicide, ou dangereuses pour les autres ;

Lieu de détention antérieure, s'il a été détenu ;

Si le patient a été trouvé aliéné par une commission, ou s'il a été interdit ; et date de la commission ou interdiction ;

Circonstances spéciales (s'il y en a) qui ont empêché le patient d'être examiné séparément par deux médecins, avant son admission.

Circonstances spéciales (s'il y en a) qui empêchent l'insertion de quelques-uns des détails qui précèdent.

Daté à ce jour de , mil huit cent

(Signé,)

Nom.

A

Propriétaire ou Surintendant de
Description de la maison, sa situation, son nom, si elle en a.

S. R. C., c. 73, céd. B.

CÉDULE C.

D'après l'article 3263.

FORMULE DE CERTIFICAT DU MÉDECIN.

Je , médecin dûment autorisé à pratiquer comme tel, certifie par les présentes, que j'ai, ce jourd'hui, seul et à part de tout autre médecin pratiquant, visité et examiné personnellement A. B., personne désignée dans l'exposé et l'ordre ci-annexés ; que le dit A. B. est aliéné (ou insensé, ou que l'esprit du dit A. B. est dérangé) ; que c'est une personne qu'il convient de renfermer, et que j'ai formé cette opinion d'après le fait (ou les faits) suivants, savoir :

(Signé,)

Nom.

Lieu de résidence.

Daté à ce jour de , mil huit cent

S. R. C., c. 73, céd. C.

Date de la dernière admission antérieure (si aucune il y a.)	
No. d'ordre d'admission.	
Date de l'admission.	
Nom et prénoms au long.	
H.	Sexe.
P.	
Age.	
Marié.	
Non marié.	
Veuf ou veuve.	
Condition.	
Genre de vie et occupation (si le patient en avait une.)	
Lieu et résidence.	
Par l'autorité de qui envoyé.	
Dates des certificats des médecins, et par qui signés.	
Etat physique.	
Nom de la maladie, s'il en existe une.	
Genre de maladie mentale.	
Cause supposée de folie.	
Epileptiques.	
Idiots de naissance.	
Années.	Durée des attaques.
Mois.	
Semaines.	
Nombre d'attaques précédentes.	
Age, lors de la première attaque.	
Date de l'élargissement ou du décès, ou du transfert.	
Guéris.	Elargi.
Soulagés.	
Pas d'améliorations.	
Transférés.	
Décédés.	
Observations.	

CÉDULE D.
D'après l'article 8274.
REGISTRE DES ADMISSIONS.—REGISTRE DES PATIENTS.

S. R. O., c. 73 céd. D.

CÉDULE E

D'après l'article 3275.

AVIS D'ADMISSION.

Je vous donne par le présent avis, que A. B. a été reçu dans cette maison comme patient, le jour de , et je transmets par le présent, copie de l'ordre et des certificats (*ou* du certificat) du médecin en vertu desquels il a été reçu.

Ci-joint est un état indiquant l'état mental et physique du patient ci-dessus nommé.

(Signé,)

Nom.

Surintendant (ou propriétaire) de

Daté à ce jour de , mil huit cent

ÉTAT.

J'ai, ce jour, vu et examiné personnellement A. B., le patient désigné dans l'avis ci-dessus; et je certifie par le présent que, quant à l'état de son esprit, il (*ou* elle) , et que quant à l'état de sa santé, il (*ou* elle)

(Signé,)

Nom.

Médecin propriétaire (ou surintendant, ou en charge) de

Daté à ce jour de , mil huit cent

S. R. C., c. 73, céd. E.

76

DES ASSOCIATIONS CHARITABLES ET AUTRES.

CÉDULE G.

D'après l'article 3278.

FORMULE D'AVIS D'ÉLARGISSEMENT OU DE DÉCÈS.

Je vous notifie par le présent que , patient
 reçu dans cette maison, le jour de , a été
 élargi, qu'il a recouvré la raison, ou qu'il est rétabli, ou
 n'éprouve pas de mieux, ou qu'il a été transféré hors de
 cette maison par l'autorité de ou est décédé dans
 la dite maison le jour de .

(Signé,) Nom.

*Surintendant (ou propriétaire) de
 la maison, à*

Daté à ce jour de , mil huit cent

*En cas de décès, ajoutez—*et je certifie de plus que A. B.,
 était présent au décès du dit , et que la cause
 apparente du décès du dit , (constatée par l'autop-
 sie, si c'est le cas) était

S. R. C., c. 73, céd. G.

CÉDULE H.

Voir page suivante.

CÉDULE J.

D'après l'article 3323.

FORMULE DE SOMMATION.

Nous, dont les noms et sceaux sont apposés plus bas,
 étant deux des visiteurs nommés en vertu de la section
 troisième du chapitre cinquième, du titre huitième des Sta-
 tuts refondus de la province de Québec, concernant les as-
 les privés des aliénés, vous sommons par le présent et vous
 requérons de comparaître en personne devant nous, à
 , dans , le jour de
 , à heures de l'a -midi du
 même jour, pour être là et alors interrogé, et déclarer la
 vérité touchant certaines matières relatives à l'exécution
 de la dite section.

Donné à sous notre seing et sceau, ce
 jour de , dans l'année de notre seigneur, mil
 huit cent

S. R. C., c. 73, céd. J.

CÉDULE H.

D'après l'article 3300.

FORME DU JOURNAL MÉDICAL ET DES RAPPORTS HEBDOMADAIRES.

Date du rapport.	Nombre de patients.		Nom des patients sous contrainte (et par quels moyens,) ou isolés.		Noms des patients sous traitement médical.		Rapport sur l'état sanitaire des patients et sur l'état de la maison.	Décès, blessures et violences souffertes par les patients.
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.		

DES ASSOCIATIONS CHARITABLES ET AUTRES.

CHAPITRE SIXIÈME.

DES ASILES POUR LES IVROGNES.

SECTION I.

DES PROCÉDÉS PRÉLIMINAIRES POUR L'ÉTABLISSEMENT DE CES ASILES.

3342. Quiconque veut former ou diriger un asile privé destiné au traitement des ivrognes d'habitude, doit en adresser la demande au lieutenant-gouverneur en conseil. 47 V., c. 21, s. 1.

Demande
d'érection
d'asile pour
les ivrognes.

3343. Il doit justifier :

1. Qu'il est majeur et exerce ses droits civils ;
2. Qu'il est de mœurs irréprochables ;
3. Qu'il est médecin ; ou s'il n'est pas médecin, qu'il s'est assuré les services d'un médecin à cet effet, lequel est agréé par le gouvernement, qui peut toujours le révoquer. 47 V., c. 21, s. 1.

Ce qui doit
être justifié.

3344. Dans le cas de la révocation du médecin, avis suffisant doit en être donné au directeur, qui est tenu de le remplacer à la satisfaction du gouvernement ; à défaut de quoi l'asile est fermé dans les huit jours de l'avis qui lui en est donné à cet effet. 47 V., c. 21, s. 1.

Remplace-
ment du mé-
decin révo-
qué.

3345. Le requérant doit indiquer, dans sa demande, le nombre et le sexe des pensionnaires que l'asile peut contenir ; il en est fait mention dans l'autorisation. 47 V., c. 21, s. 1.

Contenu de la
demande du
requérant.

3346. Il doit déclarer si l'asile sera uniquement affecté aux ivrognes d'habitude, ou s'il recevra d'autres malades.

Déclaration.

Dans ce dernier cas, il est tenu de justifier, par la production du plan de l'asile, que le local consacré aux ivrognes d'habitude est entièrement séparé de celui qui est affecté au traitement des autres malades. 47 V., c. 21, s. 1.

3347. Il doit justifier :

1. Que l'asile n'offre aucune cause d'insalubrité ;
2. Qu'il peut être alimenté en tout temps d'eau de bonne qualité et en quantité suffisante ;
3. Que, par la disposition des localités, il y a moyen de séparer complètement les sexes ;
4. Que toutes les précautions ont été prises, soit dans les constructions, soit dans la fixation du nombre des gardiens, pour assurer le service et la surveillance de l'asile. 47 V., c. 21, s. 1.

Ce qui doit
être justifié.

SECTION II.

DES POUVOIRS ET DEVOIRS DES DIRECTEURS DE CES ASILES.

Remplacement du directeur.

3348. Le directeur de l'asile peut, à l'avance, faire agréer par le gouvernement, une personne qui se chargera de le remplacer dans le cas où il viendrait à cesser ses fonctions par suite de suspension, d'interdiction judiciaire, d'absence, de faillite, ou pour toute autre cause.

Devoirs des héritiers du directeur.

Dans le cas de décès, ses héritiers ou ayants cause sont tenus de désigner, dans les huit jours, un nouveau directeur pour en remplir provisoirement ou définitivement les fonctions, à défaut de quoi l'asile doit être fermé dans les huit jours de l'avis qui leur en est donné à cet effet. 47 V., c. 21, s. 1.

Devoirs du directeur qui veut augmenter le nombre des patients.

3349. Lorsque le directeur de l'asile veut augmenter le nombre des patients qu'il a été autorisé à y recevoir, il doit en formuler la demande et justifier que les bâtiments primitifs ou additionnels et leurs dépendances sont convenables et suffisants. 47 V., c. 21, s. 1.

Demeure du directeur.

3350. Le directeur doit demeurer dans ou auprès de l'asile, lequel est soumis, en tout temps, au contrôle du gouvernement, et sujet à la visite et aux ordonnances des inspecteurs des prisons et asiles approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil. 47 V., c. 21, s. 1.

SECTION III.

DE L'OCTROI ET DU RETRAIT D'AUTORISATION.

Règlements relatifs à l'octroi d'autorisation.

3351. L'octroi de l'autorisation et sa continuation sont sujets aux arrêtés et règlements passés à cet effet par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui définit en même temps les pouvoirs et privilèges ainsi que les devoirs et obligations du directeur de l'asile. 47 V., c. 21, s. 1.

Retrait de l'autorisation.

3352. Le retrait de l'autorisation peut être prononcé, suivant la gravité des circonstances, dans tous les cas d'infraction aux lois et ordonnances sus-mentionnées et notamment dans les cas suivants :

1. S'il reçoit un nombre de personnes supérieur à celui fixé par l'ordonnance d'autorisation ;
2. S'il reçoit des personnes atteintes de maladies autres que celles qu'il a déclaré vouloir traiter ;
3. Si les dispositions des lieux sont changées ou modifiées de manière à ce qu'ils cessent d'être propres à leur destination ou si les précautions prescrites pour la sûreté des patients ne sont pas constamment observées ;

4. S'il est commis quelque infraction aux dispositions du service intérieur en ce qui concerne les mœurs ;

5. S'il a été employé à l'égard des ivrognes d'habitude des traitements contraires à l'humanité. 47 V., c. 21, s. 1.

3353. Pendant l'instruction relative au retrait d'autorisation, l'asile est sous le contrôle de l'inspecteur des prisons et asiles, qui est désigné à cet effet par le gouvernement. 47 V., c. 21, s. 1.

Contrôle de l'asile durant l'instruction relative au retrait d'aut.

SECTION IV.

DISPOSITIONS DIVERSES

3354. Il ne doit pas y avoir plus de quatre établissements pour la réception et le traitement des ivrognes d'habitude en cette province. 47 V., c. 21, s. 2.

Nombre des établissements.

3355. Nulle personne ne peut être gardée ou retenue, contre son gré, par le directeur de l'un de ces asiles, à moins qu'il n'y soit autorisé par un ordre de l'un des juges de la cour supérieure. 47 V., c. 21, s. 2.

Défense de retenir quelqu'un contre son gré.

3356. Toute personne, sur son admission par écrit signée par lui devant un juge de la cour supérieure, qu'il est un ivrogne d'habitude et qu'il désire être interné dans un de ces asiles, pour l'espace de temps par lui fixé, peut y être admis pour l'espace de temps fixé par le juge, sur sa demande, laquelle demande est remise au directeur de l'asile, et est une autorisation suffisante pour y détenir cette personne pendant le temps mentionné dans telle demande. 47 V., c. 21 s. 2.

Internement sur demande du patient.

3357. Dans le cas où un détenu s'échappe d'un de ces asiles, il est du devoir du directeur ou du médecin visiteur d'arrêter ou de faire arrêter tel détenu par toute personne, sans mandat, dans les quarante-huit heures de sa fuite, et de le ramener dans l'asile, et durant le mois de sa fuite, sur mandat, sous la signature de l'un d'eux, suivant la formule A, de ce chapitre, et le dit détenu, ainsi arrêté, est interné de nouveau dans l'asile d'où il s'est échappé, pour les mêmes raisons et sous la même autorité qu'il l'était avant son évasion. 47 V., c. 21, s. 2.

Cas de personnes s'échappant de l'asile.

3358. Quiconque contrevient aux dispositions précédentes est passible d'une amende de pas moins de cinquante piastres ou d'un emprisonnement de deux mois à défaut de paiement. 47 V., c. 21, s. 1.

Amende pour contravention.

Institution
des poursui-
tes.

3359. Toute poursuite est instituée pour contravention au présent chapitre par un des inspecteurs des prisons et asiles, en son propre nom, pour Sa Majesté, devant tout tribunal de juridiction compétente. 47 V., c. 21, s. 1.

FORMULE A.

MANDAT POUR ARRÊTER UN PATIENT EN FUITE.

Province de Québec, }
District de . }

Asile de

A , et à tous les constables ou officiers de paix
du comté de , dans le district de :

Attendu que le jour du mois ,
18 , durant le mois à compter de ,
C. D. un patient interné dans l'asile ,
de à dont je suis le directeur
ou médecin visiteur, s'est échappé du dit asile ;

A ces causes, les présentes sont pour enjoindre, vous les
dits , constables ou officiers de paix, au nom
de Sa Majesté, d'arrêter le dit C D
et de le conduire en sûreté à cet asile et le remettre à ma
charge.

Donné sous mon seing et sceau à , ce
jour du mois de , en l'an de Notre-Seigneur
18 .

Directeur ou médecin visiteur.

47 V., c. 21. Formule A.